MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Liberté
Égalité
Fraternité

DCSD
Direction de la coopération
de sécurité et de défense

ÉCOLES ET ACADÉMIES DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE PARTENAIRES DE LA DCSD

2024

SOMMAIRE

AVANT PROPOS 4

1 / Les écoles et académies soutenues par la DCSD 5

2 / Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR) ou écoles assimilées 10

SANTÉ

1 / L'école du service de santé des Armées de Lomé **(ESSAL) – Togo** 16

2 / L'école du personnel paramédical des Armées **(EPPA)** 19

3 / L'école d'application du service de santé militaire de Libreville **(EASSML) – Gabon** 20

SECURITÉ INTÉRIEURE - PROTECTION CIVILE - POLICE JUDICIAIRE - ACTION DE L'ÉTAT EN MER

4 / L'école internationale des forces de sécurité d'Awaé **(EIFORCES) – Cameroun** 24

5 / L'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire **(EI3PJ) – Djibouti** 26

6 / Le cours d'application des officiers de gendarmerie de Dakar **(CAOG) – Sénégal** 28

7 / L'ENVR protection civile **– Djibouti** 30

8 / L'académie des frontières de Cotonou **(AdFrontières) – Bénin** 32

FORCES ARMÉES

9 / L'institut de sécurité maritime interrégional d'Abidjan **(ISMI) – Côte d'Ivoire** 35

10 / L'école navale de Tica **(EN Tica) – Guinée équatoriale** 39

11 / Centre régional d'études maritimes **(CREM) – Sri Lanka** 41

12 / L'académie logistique de Ouidah **(ALO) – Bénin** 42

13 / L'école du génie travaux de Makabandilou **(EGT) – Congo** 44

14 / L'école d'application et de perfectionnement interarmes de Thiès **(EAPI) – Sénégal** 46

15 / Le centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution de Ouidah **(Bénin) – CPADD** 48

16 / L'école d'administration des forces de défense de Libreville **(EAFDL) – Gabon** 50

17 / L'académie des systèmes d'information et de communication **(ENVR SIC) – Côte d'Ivoire** 52

18 / L'école d'état-major de Libreville **(EEML) – Gabon** 53

19 / L'école supérieure internationale de guerre de Yaoundé **(ESIG) – Cameroun** 56

20 / L'école de guerre de Kinshasa **(EGK) – République démocratique du Congo** 59

21 / L'école de commandement et d'État-major **(ECEM) – République démocratique du Congo** 61

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

22 / L'académie internationale de lutte contre le terrorisme **(AILCT) – Côte d'Ivoire** 63

23 / L'académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale **(AILCE) – Congo** 66

CYBER

24 / L'école de cybersécurité à vocation régionale de Dakar **(ENC-VR)– Sénéga**l 68

25 / Le centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux de Podgorica **(C3BO) – Monténégro** 71

AVANT-PROPOS

Au sein du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en coordination avec les ministères des Armées, de l'Intérieur, de la Justice et de l'Economie et des finances, la direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) a pour mission de contribuer au développement des compétences des forces armées, de sécurité intérieure et de protection civile des pays partenaires.

Pour mener à bien cette mission, son mode d'action privilégié est la formation, en France ou à l'étranger.

Pour rendre plus efficaces et organisées les actions de formation à l'étranger, un vaste réseau comprenant actuellement une vingtaine d'écoles dites nationales à vocation régionale (ENVR), a progressivement été mis en place. Développées à partir de la fin des années 1990, les ENVR relèvent du droit national du pays hôte et fonctionnent sur la base d'une convention en étroit partenariat avec la France. Les formations délivrées dans le cadre de ces écoles s'adressent à des stagiaires qui proviennent, pour au moins la moitié d'entre eux, de la sous-région avoisinant le pays hôte.

Outre les ENVR, la DCSD appuie, par la mise à disposition d'experts ou en contribuant aux dépenses de formation, une cinquantaine d'autres écoles réparties sur tous les continents, qui n'ont pas le même lien avec la France que les ENVR mais qui contribuent, à travers la diffusion du savoir-faire français, à développer les capacités de nos partenaires et alliés. Au total, à ce jour, une centaine d'experts français sont insérés dans plus de soixante-dix écoles. Ces écoles couvrent l'intégralité du spectre de la sécurité et de la défense, et s'adaptent aux évolutions et aux enjeux contemporains comme le contrôle des frontières, les réponses aux catastrophes climatiques, la lutte contre le terrorisme ou la cybersécurité.

Ce livret doit permettre de mieux connaître ce réseau des écoles soutenues par la DCSD, dans toute sa diversité, à travers des cartes et une présentation détaillée de chaque centre de formation. Les écoles sont classées par thème et par zone géographique.

Ce réseau d'académies, d'écoles et d'établissements de formation soutenu par la DCSD est en développement permanent et, chaque année, de nouvelles institutions voient le jour, signe de la vitalité d'un modèle qui répond aux besoins actuels de coopération. Puisse le lecteur se familiariser avec ces écoles et comprendre ainsi quel formidable outil de partenariat elles constituent.

Régis Colcombet
Directeur de la coopération de sécurité et de défense
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

1 Les écoles et académies soutenues par la DCSD

La direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) contribue à la mise en œuvre de la politique étrangère en matière de sécurité et de défense du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Une de ses missions principales est la formation. À cet égard, la direction s'appuie sur un réseau international de plus de soixante-dix écoles, centres et académies auprès desquels une centaine d'experts français sont insérés. Ces écoles structurent leur enseignement autour de cinq grandes thématiques :

- la sécurité intérieure, la protection civile, la police judiciaire et l'action de l'État en mer ;
- la formation militaire : interarmées (terre, air, marine) de la formation initiale à l'enseignement militaire supérieur ;
- la santé ;
- La lutte contre le terrorisme et la lutte contre la criminalité environnementale ;
- le cyber ;

Parmi l'ensemble des écoles soutenues par la DCSD figure une cinquantaine d'institutions qui reçoivent une aide directe ou indirecte de la direction et plus de vingt écoles nationales à vocation régionale (ENVR), centres d'excellence encadrés par des conventions bilatérales entre la France et les pays hôtes. Les modalités d'association sont très différentes d'une école à l'autre et l'implication de la France peut être directe avec l'affectation d'un expert au sein de l'institution, ou indirecte avec le soutien financier, le don de matériel ou l'envoi ponctuel d'experts pour des missions d'enseignement.

Ces écoles sont présentes sur tous les continents. Outre les grands domaines de la défense, de la sécurité intérieure et de la protection civile, certaines forment également aux opérations de maintien de la paix et au français en milieu militaire. La DCSD couvre ainsi l'ensemble du spectre de la coopération de sécurité et de défense, y compris dans le cadre des missions des Nations Unies. Toutes ces écoles délivrent des formations utiles au renforcement capacitaire des forces de défense et de sécurité partenaires, au profit de l'ensemble de leurs personnels, et plus particulièrement des cadres.

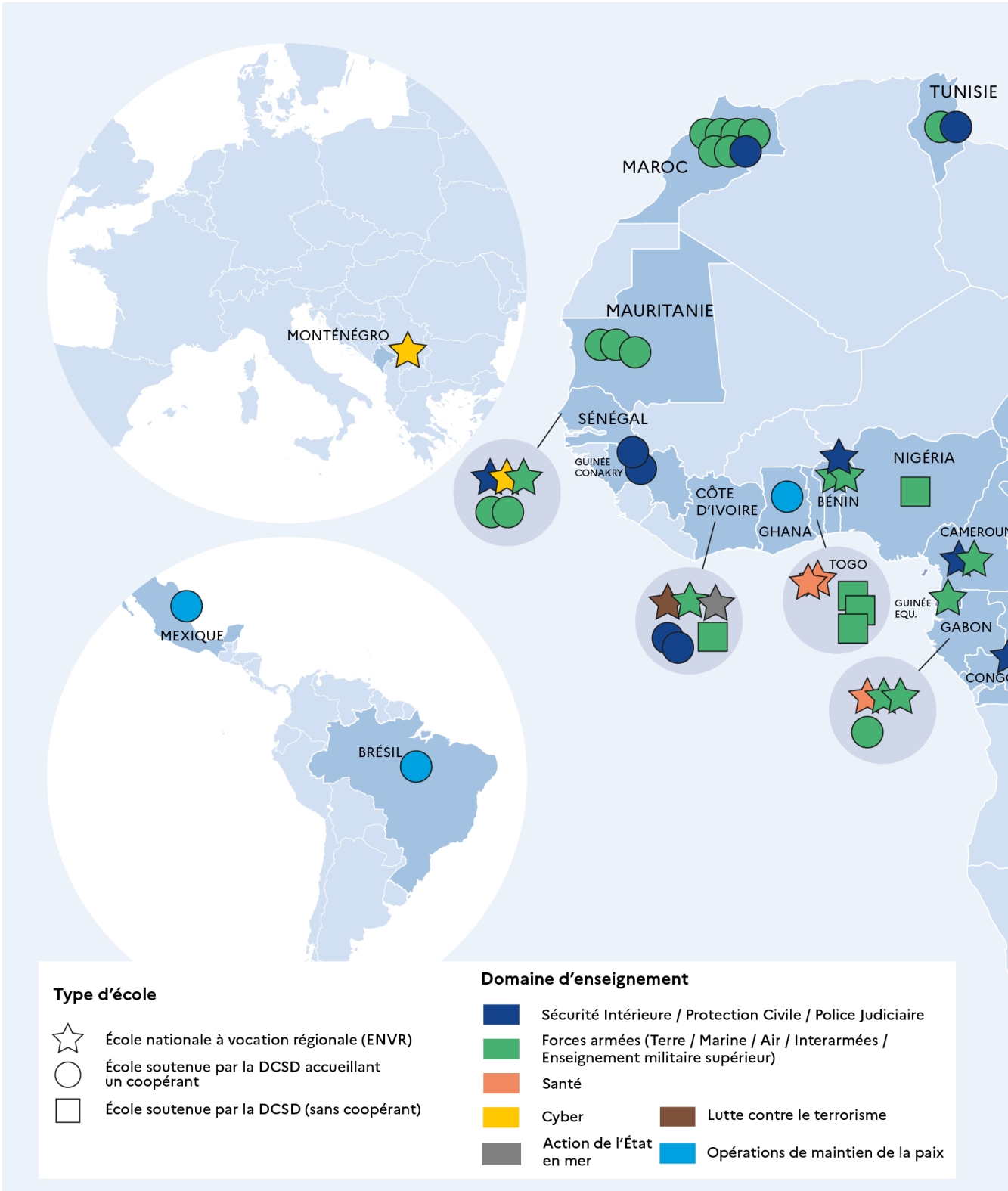
La DCSD veille au développement de ces écoles, académies et ENVR, en fonction des besoins exprimés par le partenaire et des priorités stratégiques de la politique étrangère de la France.

1. Présentation des 77 écoles et académies soutenues par la DCSD

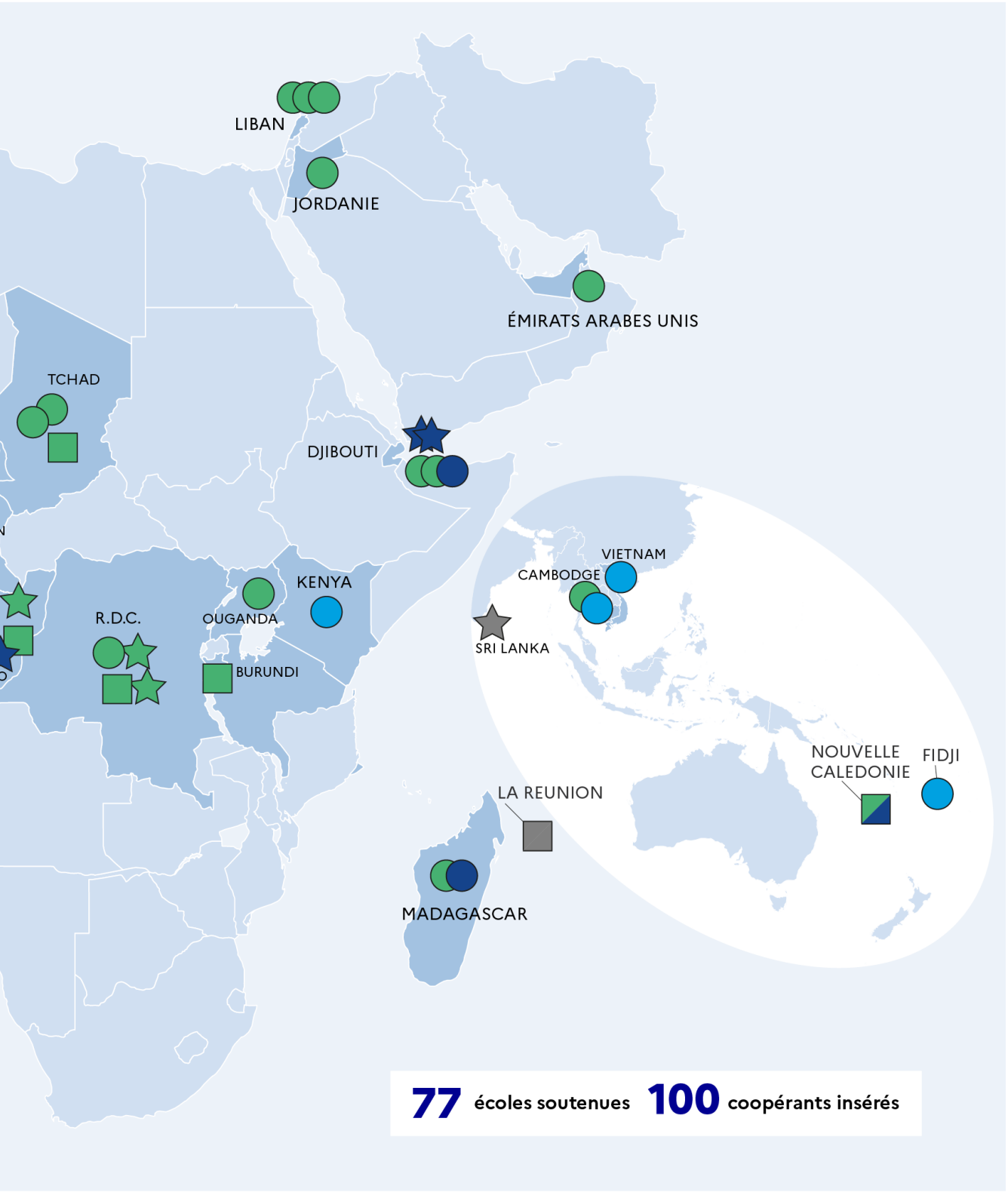
MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité

DCSD
Direction de la coopération de sécurité et de défense

Le réseau des écoles de s



sécurité et de défense soutenues par la DCSD



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté Égalité Fraternité

DCSD
Direction de la coopération de sécurité et de défense

Liste des écoles de sécurité et de défense soutenues par la DCSD

Type d'école

- École nationale à vocation régionale (ENVR)
- École soutenue par la DCSD accueillant un coopérant
- École soutenue par la DCSD (sans coopérant)

Domaine d'enseignement

- Sécurité Intérieure / Protection Civile / Police Judiciaire
- Forces armées (Terre, Marine, Air, Interarmées, Enseignement militaire supérieur)
- Lutte contre le terrorisme
- Santé
- Opérations de maintien de la paix
- Cyber
- Action de l'État en mer

Afrique sub-saharienne

BÉNIN

- Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution (CPADD) - Ouidah
- Académie logisitique de Ouidah (ALO)
- Académie des frontières (Adfrontière)

BURUNDI

- École militaire des métiers de Muzinda

CAMEROUN

- École supérieure internationale de guerre (ESIG) - Yaoundé
- École internationale des forces de sécurité d'Awaé (EIFORCES)

CONGO

- École de génie travaux de Makabandilou (EGT)
- Garnison de Brazzaville (Enfants de troupes, Académie et École nationale des sous-officiers d'active - ENSOA)
- Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale (AILCE) - Brazzaville

CÔTE D'IVOIRE

- Institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) - Abidjan
- Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) - Jacqueville
- École de police nationale ivoirienne - Abidjan
- École de gendarmerie nationale ivoirienne - Abidjan
- École nationale à vocation régionale des systèmes d'information et de communication (ENVR SIC) - Port-Bouët
- Institut d'études stratégiques et de défense (IESD) et École de maintien de la paix de Zambakro (EMP)

DJIBOUTI

- École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) - Djibouti
- ENVR Protection Civile
- Académie de police Idriss Farah (APIFA) - Abaneh
- Académie militaire interarmées d'Arta (AMIA) - Djibouti
- École nationale des sous-officiers (ENSO) - Hol Hol

GABON

- École d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML)
- École d'état-major de Libreville
- École d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL)
- École nationale de formation des officiers de Mandilou (ENFOMA)

GHANA

- Kofi Annan International Peace Keeping Center (KAIPTC) - Accra

GUINÉE CONAKRY

- École des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) - Conakry
- École nationale de police et de protection civile de Kagbelen - Kagbelen

GUINÉE ÉQUATORIALE

- École navale de Tica (EN TICA)

KENYA

- International Peace Support Training Center (IPSTC) - Nairobi

MADAGASCAR

- Garnison d'Antsirabe (Académie militaire - ACMIL, École nationale des sous-officiers d'active - ENSOE, lycée militaire)
- École formation gendarmerie (EFG) - Moramanga

MAURITANIE

- Collège de Défense G5 Sahel - Nouakchott
- Académie militaire interarmes - Atar
- Centre de maintien de la paix et d'entraînement opérationnel (CMPEO) - Ouad-Naga

NIGÉRIA

- Académie des officiers (National Defence Academy) - Kaduna

OUGANDA

- École des troupes de montagne - Karogoto

LA REUNION

- l'Institut supérieur de la mer de l'Océan Indien (ISMOI) - Le Port

R.D.C.

- École de guerre de Kinshasa (EGK)
- École de commandement et d'état-major (ECEM) Kinshasa
- École d'artillerie de Kitona
- Académie militaire de Kananga

SÉNÉGAL

- Cours d'application des officiers de gendarmerie (CAOG) - Dakar
- École de cybersécurité à vocation régionale de Dakar (ENC-VR)
- École d'application de perfectionnement de l'infantrie (EAPI) - Thiès
- Ecole de l'armée de l'Air (EAA) - Thiès
- Institut de Défense du Sénégal (IDS) - Dakar

TCHAD

- Centre d'instruction du génie (CIG) - Ndjamena
- Ecole des enfants de troupe (EET) - Ndjamena
- Groupement des Ecoles militaires interarmées (GEMIA) - Ndjamena

TOGO

- École de service de santé des armées de Lomé (ESSAL)
- École du personnel paramédical des armées (EPPA)
- Collège militaire Eyadema (CME) - Tchitchao
- École de formation des officiers des forces armées togolaises (EFOFAT) - Pya
- Pôle *Countre Improvised Explosive Device* (CIED) - Lomé

Afrique du nord - Moyen Orient

ÉMIRATS ARABES UNIS

- Air Warfaire Center (AWC) - Centre Régional d'entraînement au combat aérien - Abu Dhabi

JORDANIE

- École des blindés - Amman

LIBAN

- École de commandement et d'État-major - Rihaniyeh
- École régionale de déminage humanitaire du Liban (ERDHL) Hammana
- École des sous-officiers - Fayadiyeh

MAROC

- École royale de l'air - Marrakech
- Collège royal de l'enseignement militaire supérieur de Kenitra
- École de l'aviation légère de l'armée de terre Marrakech
- École de plongée de la marine royale - Ksar Seghir
- École royale de l'artillerie - Fes
- École de la marine royale marocaine - Casablanca
- Institut royal de police (IRP) - Kenitra

TUNISIE

- École supérieure de guerre (ESG) - Tunis
- École et centre de formation protection civile Tunis

Amérique latine

BRÉSIL

- Centro Conjunto de Operaçoês de Paz do Brasil - Rio de Janeiro

MEXIQUE

- Centro de Entrenamiento Conjunto de Operaciones de Paz de Mexico (CECOPAM)

Asie

CAMBODGE

- École des officiers d'active de Thmat Paung
- National Center for Peacekeeping Force, Mine and Explosive Remnants of War Clearance (NPMEC) - Phnom Penh

VIETNAM

- Vietnamian Peace Keeping Center (VPKC) Hanoi

SRI LANKA

- Centre régional d'études maritimes (CREM) - Colombo

FIDJI

- Centre de formation des opérations de maintien de la paix et d'aide humanitaire d'urgence Blackrock

NOUVELLE - CALEDONIE

- L'Académie du Pacifique - Nouméa

Europe continentale

MONTÉNÉGRO

- Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) - Podgorica

77 écoles soutenues **100** coopérants insérés

2 Les écoles nationales à vocation régionale (ENVR)

Les ENVR, mode d'emploi

Les ENVR sont mises en place dans le cadre d'un partenariat bilatéral entre l'État d'accueil et la France, tout en permettant l'accès à l'enseignement pour les pays de la région qui le souhaitent.

L'État hôte assure le soutien matériel de l'école. Il met à disposition des terrains et des infrastructures et nomme les cadres de direction et d'administration de l'école.

La France assure un soutien dès la conception du projet d'ENVR, en fournissant notamment l'équipement pédagogique. Un expert français est mis à disposition du directeur de l'école. Il peut être accompagné d'autres experts français chargés d'enseignement ou de gestion, selon la taille et les besoins de l'école. La DCSD finance l'envoi ponctuel d'experts dans les ENVR tout au long de la scolarité des stagiaires, suivant les besoins exprimés en formation.

Le concept des ENVR : répondre aux demandes de formation militaire des pays partenaires en favorisant la dimension régionale

En 1997 naît le concept d'école nationale à vocation régionale. « Nationale » car ces écoles, implantées dans un pays hôte appartiennent, de plein droit, aux forces de défense et de sécurité du pays partenaire considéré. « À vocation régionale » car ces écoles accueillent des stagiaires issus du pays hôte comme de l'ensemble de la région et de la sous-région. Leur statut prévoit en effet un ratio de la moitié à deux tiers de stagiaires régionaux pour chaque formation. Ces écoles proposent des capacités de formation complémentaires à l'offre proposée en France, tout en garantissant un enseignement de qualité.

Le développement des ENVR et la diversification des domaines de formation

Depuis 1998, plus de vingt mille stagiaires ont été formés dans les ENVR. Devenues force d'intégration régionale, les ENVR sont un élément clef de la politique étrangère de la France en matière de sécurité et de défense et un vecteur privilégié par les partenaires pour favoriser l'interopérabilité des armées.

Pour répondre aux évolutions stratégiques, les ENVR ont adapté leurs activités et couvrent désormais cinq grands domaines de formation :

La santé au sein de trois écoles qui permettent la formation de médecins, de pharmaciens, d'infirmiers militaires et d'officiers du corps technique et administratif. De la formation initiale au doctorat, l'enseignement couvre les domaines de la médecine militaire (sauvetage au combat, soutien en opérations extérieures) et civile (soins aux populations). Les cours sont dispensés par du personnel médical africain et français inséré au sein des écoles, avec l'intervention ponctuelle d'experts du service de santé des armées français dans le cadre de missions d'expertise.

La sécurité intérieure, la protection civile et la police judiciaire pour permettre d'accompagner les partenaires dans la consolidation de leurs services de sécurité au profit des populations. Cinq écoles accueillent les forces de police et de gendarmerie, les pompiers et les douaniers africains pour des formations allant de quelques semaines à une année entière afin de renforcer leurs compétences, leurs responsabilités et leur engagement à l'échelle de leur pays comme de la région. Les écoles prennent en compte les nouveaux enjeux de sécurité intérieure avec le déploiement de nouvelles stratégies de lutte contre la criminalité, le soutien aux enquêtes judiciaires, le renforcement de la gestion administrative mais aussi l'assistance aux populations en cas de catastrophes industrielles et naturelles.

Les forces armées dans leur diversité avec des écoles interarmées de la marine et de l'armée de terre, couvrant des cursus allant de la formation initiale aux académies d'enseignement militaire supérieur. Au sein des écoles navales, l'enseignement porte sur la surveillance et la sécurisation des espaces maritimes, enjeu stratégique notamment pour les pays partenaires riverains du golfe de Guinée. Sous-officiers et officiers reçoivent une solide formation en logistique, génie et infanterie dans les ENVR des forces terrestres. Les écoles interarmées proposent également une

spécialisation dans les domaines du soutien administratif et du déminage, afin de répondre aux enjeux des contextes post-conflits. Enfin, les ENVR contribuent à former les élites des armées africaines au sein d'académies d'enseignement militaire supérieur, sur le même modèle que leurs homologues françaises. Fortes de leur succès, ces écoles militaires sont unanimement plébiscitées par les pays partenaires, contribuant à fortifier leur autonomie en matière de défense. Leur vocation régionale, facteur de mutualisation des moyens, permet également d'accroître l'interopérabilité des armées africaines.

La lutte contre le terrorisme avec l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), implantée en Côte d'Ivoire. Au sein de sa gouvernance, l'académie rassemble des pays du monde entier et des organisations régionales et internationales pour promouvoir une stratégie de lutte contre le terrorisme unique en son genre. L'école bénéficie des expertises des pays engagés dans la lutte contre le terrorisme, pour permettre la création d'une culture commune et d'une stratégie globale et répondre ainsi aux défis soulevés par le terrorisme en Afrique.

La cybersécurité avec une école au Sénégal, pôle d'excellence régional dans le numérique dont le succès a encouragé l'ouverture de la première école hors du continent africain : le centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) implanté au Monténégro. Les écoles dispensent des formations cyber pour renforcer les capacités opérationnelles dans les enquêtes, la prévention des attaques et la gestion des risques informatiques. Elles contribuent à la diffusion d'une cyberculture dans leur région respective pour sensibiliser les partenaires à la préservation de leur souveraineté numérique.

Trente-cinq experts français sont déployés au sein du réseau d'ENVR qui accueille, chaque année, près de trois mille stagiaires issus d'une trentaine de pays.

Vers une dynamique d'internationalisation des ENVR

Les écoles qui le souhaitent peuvent désormais s'ouvrir aux partenariats internationaux, sur le plan de leur gouvernance, de l'expertise et des financements. Ces partenariats seront désormais coordonnés par la DCSD en administration centrale, dans le cadre d'une cellule d'appui aux écoles de sécurité et de défense (CAESD) créée en fin d'année 2023.

La mise en place de conseils d'administration permet aux bailleurs internationaux d'être associés au processus décisionnel de certaines écoles, comme par exemple l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) depuis 2022.

Contact
Cellule d'appui aux écoles de sécurité et de défense de la DCSD (CAESD) :
ikram.hajji@diplomatie.gouv.fr

2. Présentation détaillée des ENVR ou écoles assimilées

Santé

1. École du service de santé des armées de Lomé **(ESSAL), Togo**
2. École du personnel paramédical des armées **(EPPA), Togo**
3. École d'application du service de santé militaire de Libreville **(EASSML), Gabon**

Sécurité intérieure, protection civile, police judiciaire

4. École internationale des forces de sécurité d'Awaé **(EIFORCES), Cameroun**
5. École internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire **(EI3PJ), Djibouti**
6. Cours d'application des officiers de gendarmerie d'Ouakam **(CAOG), Sénégal**
7. ENVR Protection civile**, Djibouti**
8. Académie des frontières **(AdFrontières), Bénin**

Forces armées

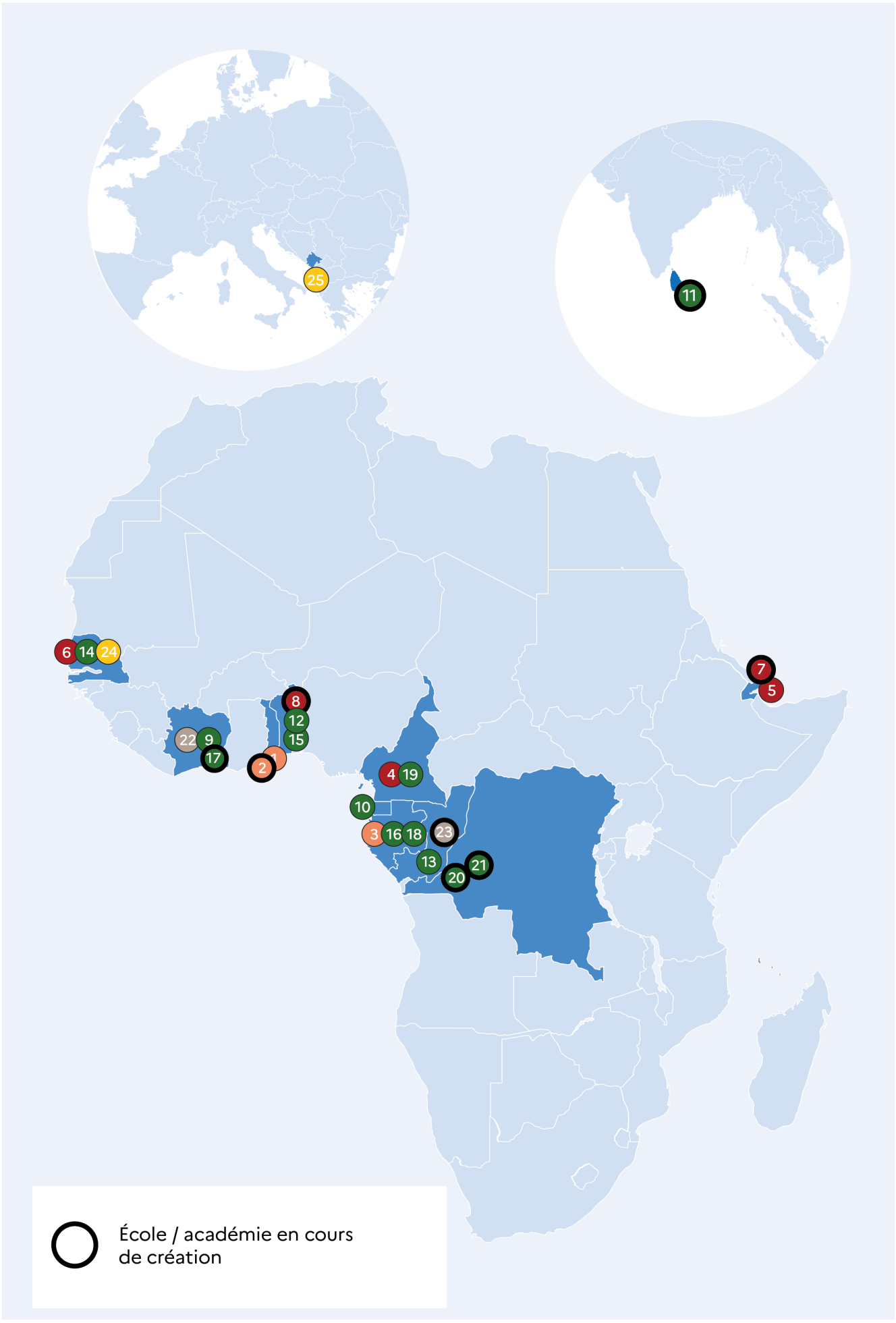
9. MARINE
   Institut de sécurité maritime interrégional **(ISMI), Côte d'Ivoire**
10. MARINE
    École navale de Tica **(EN TICA), Guinée Équatoriale**
11. MARINE
    Centre régional d'étude maritime **(CREM), Sri Lanka**
12. ARMÉE DE TERRE
    Académie logistique de Ouidah **(ALO), Bénin**
13. ARMÉE DE TERRE
    École du génie travaux de Makabandilou **(EGT), Congo Brazza.**
14. ARMÉE DE TERRE
    École d'application de perfectionnement de l'infanterie de Thiès **(EAPI), Sénégal**
15. INTERARMÉES
    Centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution de Ouidah **(CPADD), Bénin**
16. INTERARMÉES
    École d'administration des forces de défense de Libreville **(EAFDL), Gabon**
17. INTERARMÉES
    École nationale à vocation régionale des systèmes d'information et communication **(ENVR SIC), Côte d'Ivoire**
18. ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUP.
    École d'État-major de Libreville **(EEML), Gabon**
19. ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUP.
    École supérieure internationale de guerre **(ESIG), Cameroun**
20. ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUP.
    École de guerre Kinshasa **(EGK) - République démocratique du Congo**
21. ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUP.
    École de commandement et d'État-major **(ECEM) - République démocratique du Congo**

Lutte contre le terrorisme et la criminalité environnementale

22. Académie internationale de lutte contre le terrorisme **(AILCT), Côte d'Ivoire**
23. Académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale **(AILCE) - Congo Brazza.**

Cyber

24. École nationale de cybersécurité à vocation régionale de Dakar **(ENC-VR), Sénégal**
25. Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux **(C3BO), Monténégro**


25
11
6
14
24
8
12
15
22
9
17
2
1
4
19
10
3
16
18
23
13
21
20
7
5
École / académie en cours de création

1 L'école du service de santé des Armées de Lomé (ESSAL) – Togo

Histoire de l'ESSAL

Créée en 1994, l'école du service de santé des armées de Lomé (ESSAL) est devenue une école nationale à vocation régionale (ENVR) en 1998 après la signature d'une convention entre le Togo et la France. L'école assure une formation au doctorat d'État en médecine et pharmacie à des étudiants togolais et africains d'une quinzaine de pays francophones.

Formations de l'ESSAL

L'ESSAL est un centre de formation médicale reconnu en Afrique qui délivre des formations diplômantes en chirurgie de guerre, en médecine d'urgence, en maladies infectieuses, en médecine de catastrophe et en psycho-traumatisme.

Ces enseignements répondent aux besoins des services de santé en termes de préparation à la gestion médicale des risques sécuritaires liés aux conflits, aux actes terroristes et aux maladies pandémiques.

Les élèves admis reçoivent une formation médicale de seize semestres, de la licence au doctorat, avec notamment la possibilité d'une spécialité en odontostomatologie (médecine de la bouche et de la dentition). L'enseignement, dispensé par la faculté des sciences de la santé de Lomé, comporte des cours magistraux et une formation hospitalière dans les centres hospitaliers universitaires (CHU) et les centres hospitaliers régionaux (CHR) de Lomé. Les offres de formation modulaire sont délivrées au profit des élèves militaires, des médecins militaires des pays amis, du personnel médical civil au Togo, et des éléments de la chaîne santé de la Force en attente de la CEDEAO. Le concours d'internat est accessible à partir de la sixième année. L'ensemble des élèves effectue un stage rural lors de la septième année de formation.

Au cours de leur scolarité, les élèves passent leur brevet de parachutisme, leur permis de conduire et leur brevet nautique.

Gouvernance de l'ESSAL

Ce projet historique est sous la tutelle du ministère des Armées togolais. Il fait l'objet d'un comité de pilotage bilatéral annuel. Le directeur de l'école est un médecin officier supérieur ou général des forces armées togolaises, entouré d'un encadrement entièrement togolais pour la gestion et l'organisation administrative de l'école ainsi que son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport).Après le départ du dernier coopérant du service de santé des armées, la France a assigné le suivi du projet au chef du détachement d'appui à la coopération de sécurité et de défense (DACSD). Ce dernier est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées par la partie française à l'école.

Partenariats de l'ESSAL

L'ESSAL est pleinement intégrée dans le réseau des ENVR de santé soutenues par la France et travaille ainsi en coopération avec l'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) et l'école du personnel paramédical des armées (EPPA); l'ESSAL a également noué un partenariat avec l'École du Val-de-Grâce, ce qui permet à des médecins et infirmiers togolais d'être envoyés en scolarité à Paris pour approfondir leur spécialité.

Chiffres-clefs

7 **ans** de formation

30 **élèves** par promotion

Elèves issus de **14 pays** africains francophones

ESSAL membre du réseau des **3 ENVR** de santé

Pour suivre l'actualité de l'ESSAL
essal.tg/essal

2 L'école du personnel paramédical des armées (EPPA)

Histoire et mission de l'EPPA

Un centre d'instruction du service de santé des armées, créé au Niger en 1961 deviendra ENVR en 2003 par l'ouverture de ses formations aux pays de la sous-région. Cette école aura formé plus de 800 infirmiers et infirmières diplômés issus de 17 pays africains en 2023. Ouvert à toutes les forces de défense et de sécurité et destinée à la formation initiale du personnel paramédical, ce type d'ENVR est essentiel au développement capacitaire des services de santé militaires et civils des pays partenaires. L'étude d'une relocalisation de l'école en Afrique de l'Ouest est en cours.

Formations de l'EPPA

La future EPPA s'adaptera aux évolutions récentes en matière de formation aux métiers de la santé. Elle pourra continuer à délivrer un diplôme d'État, validé par le ministère de la Santé publique du pays hôte, en recherchant en parallèle à conserver la validation de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), acquise en 2017.

L'école continuera également à diversifier ses offres de formations au profit du personnel de santé militaire (brancardier-secouriste, ambulancier, aide-soignant, etc) et à s'investir dans la formation de formateurs en sauvetage au combat.

Des partenariats avec des centres de recherche médicale, le monde universitaire et hospitalier seront recherchés.

Gouvernance de l'EPPA

Sous tutelle des autorités du pays d'accueil de l'école, qui fournira les équipes de direction, d'encadrement et de gestion de la vie courante, cette école bénéficiera de l'expertise de deux coopérants de la DCSD, issus du service de santé des armées français : un officier supérieur (médecin), chargé de la politique d'orientation et de la supervision de la formation, tout en participant à l'enseignement, et un sous-officier (infirmier) qui assure le rôle de gestionnaire de l'école et contribue à la mise en place des stages en assurant le lien avec les partenaires militaires étrangers.

3 L'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) – Gabon

Histoire de l'EASSML

Inaugurée en 2011, l'école d'application du service de santé militaire de Libreville (EASSML) accueille dès 2008 une première promotion gabonaise, puis interafricaine en 2009. Ainsi, 392 jeunes médecins militaires diplômés, originaires de 18 pays de l'Afrique francophone, ont été formés aux spécificités de la médecine appliquée aux armées, en Afrique, au quotidien en unité ou en dispensaire mais aussi lors des missions opérationnelles, notamment de maintien de la paix. Un enseignement pour les officiers d'administration, créé en 2014 assure une formation initiale dans les domaines transversaux de l'administration militaire. Il sera transféré à l'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL), ouvert en 2022 au Gabon.

Gouvernance de l'EASSML

Rattachée à la direction générale du service de santé militaire (SSM), l'EASSML est commandée par un officier supérieur ou général, médecin du SSM.

Trois experts militaires sont affectés sur le projet. Un officier supérieur ou général, médecin du service de santé des armées, praticien certifié en anesthésie-réanimation, est chef du projet, directeur des études et enseignant dans les disciplines ayant trait à sa spécialité. Il est également conseiller auprès des médecins-chefs des hôpitaux d'instruction des armées (HIA) avec activité clinique, et conseiller technique auprès du directeur général du SSM. Un officier supérieur du service du commissariat des armées avec ancrage santé est directeur administratif et financier en appui au commandant de l'école et chargé des enseignements spécifiques administration hospitalière. Un infirmier cadre supérieur de santé paramédical du service de santé des armées est chargé du projet d'appui à la gouvernance et à l'organisation hospitalière des hôpitaux supports de l'enseignement à l'EASSML. Le comité de pilotage de l'école se tient chaque année.

Formations de l'EASSML

L'école propose un stage de médecine appliquée aux armées de quarante semaines. L'enseignement confère aux médecins stagiaires une aptitude à assurer le soutien des forces armées en temps de paix et en opérations. Les modules couvrent les champs de la médecine d'urgence et de la traumatologie, de la prise en charge du blessé de guerre et du sauvetage au combat, de la médecine de catastrophe, de la médecine humanitaire et des opérations de maintien de la paix. La formation intègre l'hygiène, la psychiatrie, l'épidémiologie, la médecine légale, la médecine tropicale, le développement personnel de l'officier, la communication opérationnelle, les rudiments de technique d'État-major en partenariat avec l'école d'État-major de Libreville, la pratique de l'anglais et l'amélioration des capacités sportives avec un stage de découverte et de survie en forêt équatoriale.

Partenariats de l'EASSML

L'école est membre du réseau des ENVR de santé, aux côtés de l'école du personnel

paramédical des armées (EPPA) et de l'école du service de santé des armées de Lomé (ESSAL) où elle assure un soutien à l'enseignement de la médecine d'urgence et de la médecine de catastrophe, plus particulièrement dans le développement d'une capacité d'enseignement par simulation.

L'EASSML est en partenariat étroit avec l'école du Val-de-Grâce (EVDG) à Paris qui assure des missions d'enseignement dans des domaines d'expertise spécifiques médico-militaires. L'hôpital d'instruction des armées Omar Bongo Ondimba fournit une grande partie du corps enseignant et sert de terrain de stage clinique aux stagiaires. L'EASSML a également signé en 2023 une convention de partenariat pédagogique avec l'école d'application du service de santé des armées de Dakar.

Au Gabon, l'école travaille en coordination avec l'école d'état-major de Libreville (EEML), l'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL), le centre médical interarmées (CMIA) des Éléments français du Gabon (EFG), le centre de langue de la défense de l'armée gabonaise, la faculté des sciences de la santé de Libreville et l'université Omar Bongo Ondimba de Libreville.

L'EASSML a été reconnue par la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) comme un centre d'excellence pour former les médecins de la sous-région dans le cadre des opérations de soutien à la paix.

Chiffres-clefs

1 **formation** de 40 semaines

EASSML membre du réseau des **3 ENVR** de santé

3 **experts français** insérés

22% des stagiaires sont des femmes

Plus de **500** **stagiaires** formés depuis **2008**

10 **nationalités** différentes

34 **stagiaires** médecins formés par an

4 L'école internationale des forces de sécurité d'Awaé (EIFORCES) – Cameroun

Histoire et statut de l'EIFORCES

Projet camerounais soutenu par la France depuis son origine, l'école internationale des forces de sécurité (EIFORCES) est officiellement créée en 2008 par décret présidentiel. L'EIFORCES poursuit un triple objectif : contribuer au renforcement de la stabilité régionale, améliorer la gouvernance sécuritaire des pays participants au projet, promouvoir des standards communs au sein des forces de police et de gendarmerie déployées dans la cadre de missions onusiennes.

Gouvernance de l'EIFORCES

L'EIFORCES fonctionne en autonomie et dépend du Ministre de la défense camerounais qui préside le conseil d'aministration. L'école possède un budget propre, auquel la France contribue en tant que bailleur de fonds. Son financement repose également sur la commercialisation de ses formations. Etablissement public à caractère administratif (EPA), l'école est soumise à deux conseils d'administration par an.

Missions de l'EIFORCES

L'école dispense des formations pour l'accomplissement des missions de police dans un cadre d'engagement international et multidimensionnel et propose des formations adaptées à plusieurs niveaux de responsabilité : exécution, maîtrise et conception. Le catalogue des stages offre cinq formations : un stage des commandants d'unité de sécurité de 4 mois, un stage de recyclage des formateurs d'unités de police de 2 semaines, un stage de formation de formateurs d'unités de police de 2 mois, deux stages de formation aux missions prévôtales de 3 semaines et un stage de formation de formateurs aux missions prévôtales de 3 semaines.

En 2024, l'EIFORCES propose un nouvel enseignement dans le domaine de la prévôté qui renforce l'accompagnement des forces armées dans le cadre des

opérations internes ou externes. Plus d'une vingtaine de pays en moyenne sont représentés lors de ces formations qui permettent d'offrir un enseignement commun aux forces de sécurité intérieure africaines.

La France contribue à l'effort de formation par l'insertion de trois experts, conseillers techniques au service du partenaire et des stagiaires de l'école. Le Cameroun investit régulièrement pour le développement de ses infrastructures, contribuant ainsi à faire de l'EIFORCES une référence régionale pour la formation des forces de sécurité en Afrique. Cet établissement est reconnu comme étant centre d'excellence de l'Union africaine et centre d'excellence de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Certaines formations dispensées sont déjà certifiées par les Nations unies.

Partenariats de l'EIFORCES

Depuis sa création, plusieurs bailleurs de fonds accompagnent régulièrement l'école. Parmi les soutiens principaux figurent la France et le Japon. Les organisations internationales comme l'Union européenne contribuent également au rayonnement de l'EIFORCES.

L'école bénéficie de l'expertise interministérielle de ses tutelles camerounaises. La direction de la gendarmerie, la direction générale de la sûreté nationale, le ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du territoire, le ministère des Finances, le ministère des Relations Extérieures, le ministère de la Défense ainsi que la préfecture de la Méfou et Afamba participent au conseil d'administration, présidé par le Ministre de la défense.

Chiffres-clefs

1055
Stagiaires formés depuis 2010

4 formations courtes et **1 formation** longue de 4 mois

Des stagiaires issus de **22 nationalités** différentes

Pour suivre l'actualité de l'EIFORCES
eiforces.gov.cm - Facebook : EIFORCES

DJIBOUTI
Djibouti

5

L'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) – Djibouti

Histoire et mission de l'EI3PJ

La gendarmerie nationale de Djibouti est à l'initiative de la création d'un centre de formation à la police judiciaire en 2016. L'école internationale de perfectionnement à la pratique de la police judiciaire (EI3PJ) est inaugurée en 2019. La gendarmerie djiboutienne a fait appel à la DCSD pour que le centre devienne une ENVR, afin de défendre un modèle français et francophone de traitement des enjeux de police judiciaire, dans une région dominée par des influences historiques anglo-saxonnes et arabes.

Une force de police judiciaire fiable est un facteur clef de la stabilité et de la sécurité intérieure d'un État. L'EI3PJ permet ainsi de contribuer de manière significative à la lutte contre les phénomènes criminels nationaux et internationaux. Le renforcement des compétences des officiers de police judiciaire grâce aux formations de l'école permet d'accroître la confiance de la population dans le système judiciaire de leur pays.

Gouvernance de l'EI3PJ

Ce projet unique dans le réseau est sous la tutelle de la gendarmerie djiboutienne. Il est régi par un comité de pilotage bilatéral annuel. Ce rendez-vous permet de définir ensemble l'évolution des formations, les problématiques logistiques et l'ouverture de nouveaux modules, adaptés aux nouvelles technologies.
Le directeur de l'école est un officier de gendarmerie djiboutien. Il est appuyé par des gendarmes djiboutiens pour la gestion de l'école et son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport) et de l'organisation administrative de l'école. Il est secondé par un officier de la gendarmerie française, expert en charge de la direction des études et d'un sous-officier gendarme spécialiste en police technique et scientifique. Le directeur des études est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées à l'école par la partie française.

Formations de l'EI3PJ

L'école propose plusieurs stages d'approfondissement et de perfectionnement techniques qui durent entre cinq et huit semaines. Un stage de perfectionnement enquêteur et un stage de directeur d'enquête sont proposés aux stagiaires issus de la police judiciaire. Un stage de technicien en identification criminelle est dispensé aux élèves de la police technique et scientifique.

L'école accueille des stagiaires majoritairement originaires de l'Afrique francophone et de l'océan Indien. Dernièrement, les formations ont par ailleurs bénéficié à plusieurs enquêteurs des forces de police de pays anglophones (Ethiopie, Kenya, Ouganda).

L'école est ouverte aux membres de toutes les forces de sécurité intérieure (police nationale, gendarmerie nationale, garde-côtes, sécurité/sûreté nationale).
L'EI3PJ propose des formations de perfectionnement enquêteur, de directeur d'enquête et de techniciens en identification criminelle. L'objectif est de renforcer les capacités judiciaires des officiers de police judiciaire et des forces de sécurité intérieure. Elle promeut les bonnes pratiques et une méthodologie adaptée à la direction de l'enquête judiciaire. L'EI3PJ assure la formation des techniciens en identification criminelle aux pratiques les plus modernes de la criminalistique.

Jeune ENVR, l'EI3PJ bénéficie d'un soutien actif du gouvernement de Djibouti pour devenir un pôle d'excellence et de référence dans la région. L'école s'ouvre également aux partenariats internationaux, dans la perspective de l'évolution des ENVR vers une gouvernance multilatérale.

Chiffres-clefs

2 **experts français** insérés issus de la gendarmerie et de la police technique et scientifique

120 **stagiaires** formés par an

Pour suivre l'actualité de l'EI3PJ
www.ei3pj.dj
Facebook : EI3PJ Djibouti

6 Le cours d'application des officiers de gendarmerie de Dakar (CAOG) – Sénégal

Histoire et mission du CAOG

Le CAOG est créé par décret en 2007 afin de répondre aux besoins de formation de la phase d'application des officiers des gendarmeries africaines. Il est situé au sein de l'école des officiers de la gendarmerie nationale (EOGN) dans le quartier de Ouakam, à Dakar.

Le CAOG forme les stagiaires aux fonctions d'officier subalterne de gendarmerie. Formation valorisante, le CAOG est très prisé des pays d'Afrique francophone. Les élèves y acquièrent les compétences nécessaires à leurs futures fonctions de commandement.

Gouvernance du CAOG

Ce projet est sous tutelle du ministère de la Défense sénégalais. Il fait l'objet d'un comité de pilotage bilatéral annuel. Le directeur de l'école est un officier supérieur de gendarmerie sénégalais. Ce dernier est appuyé par du personnel sénégalais pour la gestion de l'école et son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport) et de l'organisation administrative de l'école. La France affecte pour sa part des experts afin d'assurer la direction des études et l'expertise technique et judiciaire. Le directeur des études est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées par la partie française à l'école.

Formations du CAOG

Le CAOG délivre un enseignement de dix mois en deux temps. Le cursus théorique se déroule de septembre à janvier. Dans un second temps, et ce jusqu'à l'obtention du diplôme, s'en suit la formation pratique lors des stages de terrain. Le CAOG dispense un enseignement dans les domaines du maintien de l'ordre, de la sécurité publique générale et des opérations de maintien de la paix. La formation doit

permettre aux élèves d'acquérir les connaissances nécessaires aux fonctions de commandant de peloton et d'escadron de gendarmerie mobile et d'adjoint au commandant de compagnie de gendarmerie territoriale.

Le programme de formation est actualisé chaque année afin de répondre aux exigences des pays partenaires et d'être en adéquation avec les enjeux de sécurité.

Plus de 700 stagiaires ont été formés au CAOG depuis sa création, en provenance de pays francophones de la région ainsi que de la Gambie, pays anglophone. Chaque promotion compte en moyenne quarante-cinq élèves officiers dont un tiers de stagiaires sénégalais et deux tiers d'élèves d'Afrique francophone.

Partenariats du CAOG

Le CAOG entretient des partenariats avec des institutions internationales, lesquelles envoient des experts pour des interventions ponctuelles dans la formation des élèves. Ainsi, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et le Conseil de l'Europe mettent des intervenants à disposition du CAOG.

Dans le cadre du module sur le maintien de la paix, les Eléments français au Sénégal (EFS) sont parties prenantes de la formation dans le domaine du secours au combat et de la gestion d'engins explosifs improvisés (IED).

Chiffres-clefs

700
stagiaires formés depuis sa création en **2007**

Stagiaires issus de **17 pays** africains

45 élèves par promotion

7 ENVR protection civile - Djibouti

Histoire et mission de l'ENVR protection civile

Une ENVR de protection civile est en cours de développement.

Cette école doit remplacer dans le dispositif DCSD l'institut supérieur d'études de protection civile (ISEPC) de Ouagadougou au Burkina Faso soutenue par la France jusqu'en 2023. L'ENVR va être implantée à Djibouti au second semestre 2024 au sein de l'Académie de Police Idriss Farah Habaneh (APIFA) à proximité de l'aéroport.

Elle a pour vocation l'amélioration des capacités de service de protection civile en Afrique et est destinée à la formation de cadres supérieurs.

Gouvernance de l'ENVR protection civile

L'école sera régie par une convention franco-djiboutienne en cours de rédaction avec les autorités djiboutiennes (ministère de l'intérieur et ministère des Affaires étrangères et de la coopération internationale).

Formations de l'ENVR protection civile

L'école accueillera à terme deux coopérants militaires spécialistes de la protection civile.

Elle devrait être rapidement en mesure de dispenser les formations suivantes :
- le monitorat et l'instructorat de secourisme;
- la gestion opérationnelle et commandement du niveau 2 au niveau 5;
- les formations spécialisées NRBC;
- la prévention (PRV1 et PRV2);

Ce panel de formation s'étoffera au fur et à mesure de l'acquisition de matériel contre les risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques (NRBC).

Les stages dureront entre 2 et 22 semaines et chacun comptera 25 stagiaires en moyenne.

Chiffres-clefs

120
officiers sapeurs-pompiers stagiaires prévus en 2025

2 experts **français** envisagés : 1 officier en 2024 et 1 sous-officier en 2025

8 L'académie des frontières de Cotonou (AdFrontières) - Bénin

Histoire et mission de l'AdFrontières

Dans un contexte de fragilisation croissante des zones frontalières en Afrique de l'Ouest, notamment face aux incursions djihadistes, le contrôle des personnes, des marchandises et des flux aux frontières reste un enjeu sécuritaire majeur pour la souveraineté des États. Devant ce constat, la France, en partenariat avec le Bénin, soutient la création d'une école de gestion coordonnée des frontières.

La spécificité de cette ENVR sera de placer le milieu d'intervention, la frontière, au cœur de la formation. Elle vise à préparer les services de sécurité à agir ensemble, dans un environnement socio-économique très spécifique, pour mieux contrer l'extrémisme violent sans faire obstacle au développement économique, et permettre de renforcer l'État dans les zones frontalières en :

- favorisant l'interopérabilité des différents corps armés pour renforcer l'efficacité de leurs interventions;
- encourageant l'exécution d'opérations communes au niveau national et régional
- adaptant les modes d'intervention sécuritaire au développement socio-économique de la région.

Les premières formations test se sont déroulées en 2022 et 2023. Un chef de projet français, issu de la Direction générale des douanes et droits indirects et un expert de la police nationale sont affectés pour contribuer à la construction de cette ENVR unique en son genre dont la création effective sous le nom d'Académie des Frontières est prévue en fin d'année 2024.

Gouvernance de l'AdFrontières

En cours de relocalisation, cette ENVR a pour ambition de se doter d'une gouvernance solide, basée sur un comité de pilotage des deux membres fondateurs (le Bénin et la France) pour son fonctionnement, pouvant être étendu à terme

à d'éventuels contributeurs supplémentaires.

Formations de l'AdFrontières

Un conseil scientifique étendu et représentatif des administrations qui bénéficient des formations sera chargé d'élaborer et adapter les contenus pédagogiques aux besoins des forces.

Les premières formations s'adressent aux directeurs de service des États participants, afin de partager une stratégie commune de gestion frontalière du personnel encadrant et ainsi créer un socle commun théorique et pratique sur le rôle de l'État dans les zones frontalières. Ces formations sont également destinées aux agents des unités de contrôle des frontières, afin de rendre les différents corps interopérables sur le terrain par l'intermédiaire de formations techniques conjointes.

Partenariats de l'AdFrontières

Les partenariats sont en cours de construction, autour des parties fondatrices que sont le Bénin et la France. Les organisations internationales comme l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) portent également un intérêt sincère pour l'école et son développement.

Chiffres-clefs

1ère
ENVR consacrée à la sécurisation des frontières

400
stagiaires formés depuis sa création en **2022**

2 **experts français insérés en 2024**

9

L'institut de sécurité maritime interrégional d'Abidjan (ISMI) – Côte d'Ivoire

Histoire et mission de l'ISMI

L'institut de sécurité maritime interrégional (ISMI) d'Abidjan a été créé en 2015, sur décision des chefs d'État et de gouvernement participants au sommet de Yaoundé (2013), afin d'accompagner les États d'Afrique de l'Ouest et du centre dans le renforcement de leurs capacités d'action en mer.

Pôle de formation d'excellence, l'ISMI permet de former les cadres civils et militaires des administrations intervenant dans tous les secteurs de la sécurité et de la sûreté maritimes, ainsi que de l'environnement marin. L'ISMI permet de renforcer l'Action de l'État en Mer (AEM) des 19 pays riverains du golfe de Guinée. L'institut répond aussi occasionnellement aux sollicitations d'États d'Afrique du Nord et de l'Est.

Gouvernance de l'ISMI

Implanté sur le site de l'Académie régionale des sciences et techniques de la mer (ARSTM) de Yopougon (ouest d'Abidjan), l'ISMI intervient au profit des cadres civils et militaires des administrations et entités privées ayant des compétences dans les domaines de la sécurité et sûreté maritimes ainsi que de la protection du milieu marin.

L'institut est placé sous la tutelle du ministère des Transports de la République de Côte d'Ivoire (direction générale des affaires maritimes et portuaires). Son comité stratégique, au sein duquel la France siège mais sans doit de vote, est présidé par le secrétaire permanent interministériel de l'Action de l'État en Mer de Côte d'Ivoire (SEPCIM/AEM) et l'institut est dirigé par un administrateur en chef des affaires maritimes ivoirien.

La France affecte à l'ISMI un administrateur des affaires maritimes comme chef de projet, un commissaire des armées comme responsable administratif et financier, ainsi qu'un cadre des douanes françaises.

Formations de l'ISMI

Les formations de l'ISMI couvrent un vaste domaine : collecte et traitement du renseignement maritime, police des pêches, éléments de navigation et de manœuvre, lutte contre la piraterie et le brigandage, fouille des navires, ciblage et fouille des conteneurs, sûreté des navires et des installations portuaires (ISPS), lutte contre les pollutions par hydrocarbures, traitement des déchets plastiques, coordination d'opérations maritimes, sauvetage en mer, police en mer, régime pénal des infractions maritimes, formulation de stratégies d'économie bleue, lutte contre l'érosion côtière, cybercriminalité dans le secteur maritime, assurances maritimes ou encore maritimisation des magistrats. Ces formations durent entre 1 et 3 semaines.

La vocation du projet de coopération française est d'impulser des formations répondant aux besoins de l'Action de l'État en Mer dans le golfe de Guinée, soit en organisant directement des stages de manière autonome (environ 8 semaines par an), soit en les co-organisant avec d'autres projets, principalement européens (PESCAO, SEACOP, WECAPS, SWAIMS, SAFEPORTS), soit encore en collaborant à des stages organisés par son partenaire ivoirien. Entre 20 et 30 stages sont organisés chaque année. Le projet met également en œuvre un mastère délocalisé de l'université de Nantes.

L'ensemble des missions de l'Action de l'État en Mer (AEM) est ainsi pris en compte par les formations de l'ISMI qui allient enseignement théorique et travaux d'application pratique. Les stages sont dispensés en français, en anglais et en portugais par une traduction simultanée, afin de s'adresser à l'ensemble des pays du golfe de Guinée. De plus, les formations sont interministérielles pour répondre aux organisations internes propres à chaque État, et selon leur objet, elles peuvent s'adresser aux hautes autorités ou aux agents traitants. Enfin en matière de conduite des opérations, le projet coopère avec le projet GoGIN *(Gulf of Guinea Interregional Network)* chargé du développement de la plateforme Yaris, permettant de conduire en réseau des opérations entre les multiples centres opérationnels et administrations intervenant dans le domaine garde-côtes.

Partenariats de l'ISMI

Dans la région, l'ISMI est partenaire de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dont il sollicite le label « centre d'excellence », de la Communauté économique des États d'Afrique du centre (CEEAC), et du Centre interrégional de coordination (CIC) des accords de Yaoundé.

Chiffres-clefs

3 langues d'enseignement : **français, anglais, portugais**

Plus de **2000 stagiaires** formés depuis sa création

Les stagiaires sont issus de **19 pays** africains

2 **experts français**

Pour suivre l'actualité de l'ISMI
LinkedIn : Institut de Sécurité Maritime Interrégional – ISMI
http://ismi-ci.org/

GUINÉE EQU.
Tica

10

L'École navale de Tica (EN Tica) Guinée équatoriale

Histoire et mission de l'EN Tica

L'École navale de Tica est la première ENVR installée dans un pays non francophone. Au cœur du golfe de Guinée, l'école répond à un besoin des marines côtières nationales de défendre leur souveraineté maritime et d'assurer la sécurité de leurs eaux. Initialement hébergée sur le site de l'école militaire interarmées Général Obiang (EMIGO) de Bata, l'École navale est installée à Tica en 2017, entre mer et forêt, le long de la côte nord-ouest de la Guinée équatoriale, à proximité de la frontière du Cameroun. L'école est inaugurée en 2019.

L'École navale de Tica accueille des officiers et officiers mariniers africains, pour des formations à la surveillance et à la sécurisation des espaces maritimes.

Avec des infrastructures modernes et du matériel de pointe (simulateur de navigation, bancs d'études, écrans tactiles interactifs et divers partiels de formation), l'école dispense des formations de qualité aux métiers élémentaires de la mer.

Gouvernance de l'EN Tica

L'école est rattachée au ministère de la Défense. Un comité de pilotage coprésidé par le Ministre de la défense et l'ambassadeur de France se réunit annuellement.

Formations de l'EN Tica

L'école accueille cent quatre-vingt stagiaires tous les ans qui sont repartis dans cinq cours. La première formation est une école d'application pour officiers de marine amenés à servir sur les bâtiments de surface. Les quatre cours suivants accueillent les officiers mariniers pour des formations aux métiers de navigateur, mécanicien, guetteur de la flotte et manœuvrier. L'ensemble des élèves provient d'une vingtaine de pays africains, francophones, anglophones, lusophones et

hispanophone (la Guinée équatoriale, pays d'accueil) pour un enseignement exclusivement en français.

Deux experts français soutiennent la formation des stagiaires en tant que directeur des études et formateur aux métiers de marin.

L'école permet de développer l'interopérabilité des marines de la région, en apportant un socle commun aux stagiaires, adapté aux capacités maritimes régionales. La formation dispensée permet également d'intégrer les dispositifs internationaux de lutte contre l'insécurité maritime.

Partenariats de l'EN Tica

L'École navale de Tica a noué un partenariat avec l'école de pêche de Bomé afin de faciliter les échanges de matériels de formation notamment.

Avec le soutien du ministère de la Santé, l'école bénéficie de formations de secourisme et forme en contrepartie les pompiers à la sécurité incendie en mer.

Chiffres-clefs

180 **stagiaires** par an issus de **20 pays** africains

5 **cours** de formation pour officiers et officiers mariniers

2 **experts français** insérés

Pour suivre l'actualité de l'EN Tica
www.envrtica.com - Twitter : @EnvrTica

11 Centre régional d'études maritimes (CREM) - Sri Lanka

Histoire et mission du CREM

Le projet en objet consiste en la création d'un Centre régional d'études maritimes (CREM) au Sri Lanka, centré sur les problématiques de sécurité et sûreté maritimes (SSM), en partenariat avec le ministère de la Défense du Sri Lanka. Le CREM sera implanté au sein d'une université militaire (KDU) dans la banlieue de Colombo. Sur ce site seront dispensées des formations théoriques. Les formations pratiques seront, quant à elles, délivrées à l'Académie navale de marine de Trincomalee. La création du CREM s'accompagnera de la mise à disposition d'un coopérant de la DCSD à l'été 2024, qui occupera les fonctions de directeur des études du Centre.

Formation du CREM

Les thèmes suivants, en adéquation avec les enjeux maritimes de la région, seront abordés lors des formations :

- sécurité maritime, « Search and rescue », assistance maritime, surveillance maritime, sécurité des navires, enquêtes accident, analyse de risque.
- sûreté maritime : narco-trafic, trafic des êtres humains, police des pêches, lutte anti piraterie, contre-terrorisme, cyber sécurité, sûreté portuaire.
- Environnement : pollutions marines, protection de la faune et de la flore.

12 L'académie logistique de Ouidah (ALO)- Bénin

Histoire de l'académie logistique de Ouidah

L'académie logistique de Ouidah est une école nationale à vocation régionale dont la finalité est l'appui au renforcement capacitaire des forces de défense et de sécurité des États partenaires.

Fruit d'une volonté bilatérale entre le Bénin et la France, cette académie est unique sur le continent africain. Elle vise à former dans les domaines de la logistique les cadres de la sécurité et de la défense. La formation accueille aussi bien du personnel militaire que des acteurs de la société civile.

Deux postes de coopérants militaires techniques sont financés par la direction de la coopération de sécurité et de défense. Ils ont en charge le projet qui est monté conjointement avec les forces armées béninoises qui en assurent la mise en œuvre.

Missions de l'ALO

L'ALO a trois missions principales :

- former des cadres aptes à tenir des fonctions de manager, de spécialiste et de technicien dans le domaine de la logistique;
- répondre au besoin immédiat en termes de formations de soutien;
- créer un réseau des logisticiens des pays africains partenaires pour partager les bonnes pratiques.

Formations de l'ALO

Les formations s'adressent aux officiers, aux sous-officiers et aux acteurs de la société civile.

Les objectifs de la formation officiers sont :

- l'acquisition des connaissances nécessaires pour occuper les fonctions d'officier logistique dans un bataillon;
- l' acquisition des connaissances logistiques nécessaires pour occuper des postes en état-major national ou multinational;
- l'acquisition des connaissances tactiques et techniques pour exercer les fonctions de chef de section.

L'objectif de la formation sous-officiers et acteurs de la société civile est de faire acquérir les connaissances techniques nécessaires à la réalisation de réparations simples ou complexes dans les domaines de la maintenance auto-mobile, armement, gestion des matériels et approvisionnement.

Une formation à la demande peut être suivie dans l'une des treize sous-fonctions logistiques : acheminement, condition du personnel en opération, hygiène et sécurité en opération, maintien en condition opérationnelle, protection de l'environnement en opération, soutien de l'homme, soutien médical, soutien munitions, soutien pétrolier, soutien au stationnement, soutien financier, soutien administratif, soutien juridique.

13 L'école génie travaux de Makabandilou (EGT) – Congo

Histoire de l'EGT

Fruit de la coopération militaire franco-congolaise, l'école du génie travaux est créée par décret en 2009. L'année suivante, l'école ouvre sa formation aux stagiaires d'autres pays francophones d'Afrique et devient une école nationale à vocation régionale (ENVR). En 2013, l'EGT acquiert le statut d'établissement public de formation professionnelle doté d'une personnalité morale et de l'autonomie financière.

Formations de l'EGT

L'EGT accueille des stagiaires des forces de défense et de sécurité ainsi que des civils et dispense des enseignements dans 5 domaines : travaux publics, bâtiments et infrastructures opérationnels, bureau d'études travaux publics comprenant une filière topographie-dessin et laboratoire des sols, eau et énergie pour trois niveaux différents.

Au premier niveau figurent les formations d'enseignement des techniques de base, ouvertes aux sous-officiers, militaires du rang et stagiaires civils.

Au deuxième niveau, les cours dispensés portent sur la maîtrise des unités élémentaires de travaux pour les commandements aux grades de lieutenant et capitaine.

Enfin, le troisième niveau de formation, encore au stade de projet, sera destiné aux officiers supérieurs et aux cadres supérieurs civils des administrations publiques et des entreprises.

Partenariats de l'EGT

Le statut d'établissement public permet à l'EGT d'ouvrir des partenariats publics et privés, nationaux et internationaux. Ces partenariats s'inscrivent dans les domaines technique, pédagogique et financier. Ils ont pour objectif d'accroître

l'offre de formation par la création de nouveaux stages, de soutenir le potentiel des formateurs et de mettre à niveau le plateau technique.

Parmi les partenaires internationaux, la France apporte un soutien multiforme à l'école, notamment par la prise en charge matérielle et logistique des stagiaires. Dans une dynamique de jumelage et d'échanges, l'école du génie d'Angers a signé un partenariat avec l'EGT en 2019.

L'EGT bénéficie également des programmes d'appui de l'Union européenne.

L'école, centre d'excellence de la Communauté économique des États de l'Afrique continentale (CEEAC), délivre des formations aux opérations de soutien à la paix (OSP) afin d'armer la Force africaine en attente (FAA).

À l'échelle nationale, l'école profite de nombreux partenaires locaux qui apportent un soutien pédagogique et technique. La Congolaise des Eaux, l'Energie électrique du Congo, le bureau de contrôle des bâtiments et travaux publics (BCBTP), la délégation générale des grands travaux et d'autres entreprises nationales soutiennent l'EGT. Un jumelage avec l'université Denis Sassou-Nguesso est lancé en 2023.

Chiffres-clefs

14 **stages** proposés de 5 à 40 semaines

Près de **3044 stagiaires** formés depuis sa création issus de **19 pays** d'Afrique francophone

168
personnels encadrants dont **2 experts français**

200
stagiaires par an

14 L'école d'application et de perfectionnement interarmes de Thiès (EAPI) – Sénégal

Histoire et mission de l'EAPI

Créée en 1991 sous le nom d'école d'application de l'infanterie (EAI), l'école obtient le statut d'ENVR en 2000. Par décret présidentiel, l'établissement d'enseignement militaire supérieur devient l'école d'application et de perfectionnement interarmes (EAPI) en 2022.

L'école a vocation à assurer le perfectionnement des officiers d'active et de réserve destinés au commandement des unités et des formations des armes de mêlée ou d'appui. L'EAPI répond aux besoins des pays africains de former un vivier d'officiers aux connaissances et procédures communes, capables de travailler ensemble pour lutter contre l'insécurité dans la sous-région.

Gouvernance de l'EAPI

Ce projet est sous tutelle du ministère de la Défense sénégalais. Les orientations pédagogiques et budgétaires sont décidées lors d'un comité de pilotage bilatéral chaque année. Le directeur de l'école est un officier supérieur des armées sénégalaises entouré d'un encadrement entièrement sénégalais pour la gestion et l'organisation administrative de l'école ainsi que son soutien (casernement, habillement, restauration, santé, transport, sport). La France affecte deux experts afin d'assurer la direction des études et l'expertise d'instruction. Le directeur des études est en charge du dialogue avec les autorités, du suivi du projet ainsi que de l'organisation, de l'administration générale et des finances allouées par la partie française à l'école.

Formations de l'EAPI

L'EAPI accueille chaque année 120 stagiaires issus d'environ 20 pays africains. Les cours sont exclusivement dispensés en français.

La première formation est un cours d'application des chefs de section d'infanterie (CACSI) de dix mois qui accueille soixante stagiaires. La deuxième formation est un cours d'application des chefs de peloton blindé (CACPB) de dix mois pour vingt stagiaires. Ce stage a lieu tous les deux ans. Enfin le dernier enseignement est divisé en deux cours pour les futurs commandants d'unité d'infanterie et de blindé de cinq mois auxquels participent seize officiers stagiaires.

Partenariats de l'EAPI

L'EAPI profite d'un partenariat avec l'école d'infanterie de Draguignan qui permet un échange d'élèves entre la France et le Sénégal.

L'école est également partenaire de l'école des blindés de Saumur, ce qui permet aux stagiaires de compléter leur enseignement reçu à Thiès par une formation en France.

Chiffres-clefs

120
élèves stagiaires par an
issus de **20 pays** africains

2 **experts**
français insérés

15 Le centre de perfectionnement aux actions post-conflictuelles de déminage et de dépollution de Ouidah (CPADD) – Bénin

Histoire du CPADD

En février 2001, le séminaire de Bamako appelle les pays africains, États-parties de la convention d'Ottawa, à mettre en œuvre les engagements pris en matière de lutte contre les mines antipersonnel, par l'intermédiaire d'une coopération régionale.

Avec le soutien de la France, le Bénin inaugure en 2003 le CPADD au cœur de la ville historique de Ouidah (50 kilomètres à l'ouest de Cotonou).

Gouvernance du CPADD

Ce projet est sous tutelle du ministère de la Défense béninois. Un comité de pilotage bilatéral permet chaque année de valider les orientations budgétaires et pédagogiques du CPADD. Le directeur de l'école est un officier supérieur béninois, appuyé par du personnel béninois pour la gestion, le soutien et l'organisation administrative de l'école. 2 experts français assurent la direction des études et l'expertise dans le domaine du déminage et des explosifs. Le directeur des études est en charge de la planification des actions de formation, du dialogue avec les partenaires et du suivi budgétaire des fonds versés au titre des formations.

Missions du CPADD

L'école contribue à la création d'une capacité africaine opérationnelle dans les domaines de la lutte contre les effets des engins explosifs conventionnels et improvisés, de la gestion de la sécurité physique des stocks de munitions et de la réduction de la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC).

Centre de référence international, le CPADD dispose d'infrastructures de qualité. Les équipements pédagogiques et didactiques sont financés par de nombreux bailleurs internationaux, notamment le Japon et l'Union européenne.

Le CPADD est reconnu comme « centre d'excellence » par le centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) et le service de l'action contre les mines des Nations unies (UNMAS) depuis 2011. Les formations répondent aux normes internationales de chacun des domaines : normes internationales de l'action contre les mines (NILAM), normes internationales sur le contrôle des armes légères (MOSAIC), directives techniques internationales sur les munitions (DTIM). Tous les stages sont qualifiants et font l'objet, après commission d'attribution, de la délivrance d'un diplôme reconnu dans toute l'Afrique, au Moyen-Orient et en Europe.

Chiffres-clefs

343 **stagiaires** formés en 2023

23 **stages** qualifiants en 2023 dont **1** en **anglais**

2 **experts** **français militaires** insérés

Pour suivre l'actualité du CPADD
www.cpadd.org - Facebook : CPADD - formation en déminage dépollution - Twitter : @cpaddofficiel

16 L'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL) – Gabon

Histoire et mission de l'EAFDL

L'école d'administration des forces de défense de Libreville (EAFDL) est la troisième ENVR issue du partenariat entre le Gabon et la France. Héritière de l'école d'administration militaire de Koulikoro (Mali), elle accueille sa première promotion en 2022. L'école a pour mission de moderniser les capacités administratives militaires pour prendre en compte les évolutions contemporaines des armées.

L'école répond aux besoins des pays africains de disposer d'officiers du corps technique et administratif (OCTA) et de sous-officiers capables de travailler dans un environnement national et international, en administration centrale ou en poste au sein des forces armées. L'objectif est de renforcer l'interopérabilité des techniques de travail en gestion administrative.

Gouvernance de l'EAFDL

L'école est placée sous la tutelle du Ministre de la défense nationale gabonais. Elle dépend, pour emploi, du secrétaire général du Ministre de la Défense nationale. Elle est commandée par un officier supérieur des forces armées gabonaises. Un comité de pilotage est prévu tous les ans. Il est présidé par le secrétaire général du ministère de la Défense nationale, représentant l'autorité de tutelle pour la partie gabonaise. L'attaché de défense de l'ambassade de France à Libreville et le chef de projet, directeur des études de l'EAFDL, y participent également.

Formations de l'EAFDL

L'école propose une première formation de seize semaines pour l'obtention du certificat technique de premier niveau (CT1). Cette formation s'adresse aux sous-officiers subalternes et dispense un enseignement aux techniques administratives, bureautiques, budgétaires, financières et comptables. L'école propose une deuxième formation de seize semaines également pour l'obtention du certificat technique de second niveau (CT2) qui s'adresse aux sous-officiers de niveau

supérieur. Une troisième formation concerne les stagiaires officiers du corps technique et administratif.

Enfin, une formation d'application de quarante semaines à destination des officiers du corps technique et administratif (OCTA) complète le catalogue des formations dispensées.

Ces enseignements veulent renforcer les capacités des stagiaires qui occuperont à terme des fonctions administratives en corps de troupe, en direction ou en état-major.

Partenariats de l'EAFDL

L'école est partenaire de la direction du commissariat d'outre-mer et du groupement de soutien des Éléments français au Gabon afin de compléter les formations par des expériences professionnelles à travers des stages d'une durée de trois mois. Les échanges avec l'école des commissaires des armées (ECA) et l'école des spécialités du commissariat des armées (ESCA) sont également à l'étude. Un partenariat est également réalisé avec l'Université Omar Bongo dans le cadre du Master Administration Générale et Relations Internationales suivi par les OCTA.

Chiffres-clefs

75 **stagiaires** par an répartis dans **3 formations**

Stages de **16 semaines** et de **9 mois**

2 **experts** français insérés

Pour suivre l'actualité de l'EAFDL
Facebook : École d'administration des Forces de défense de Libreville
Twitter : @eafdl2022

17

L'école nationale à vocation régionale des systèmes d'information et de communication (ENVR SIC) - Côte d'Ivoire

Histoire et mission de l'ENVR SIC

Projet ivoirien soutenu par la France et lancé en 2023, l'école nationale à vocation régional des systèmes d'information et de communication (ENVR SIC) est implantée au sein du camp militaire de Port-Bouët, à Abidjan. Sa mission principale est de compléter la formation des officiers servant dans le domaine des SIC, afin de les préparer à leurs futures fonctions.

Dans l'attente de la construction d'infrastructures dédiées au projet, la France a mis de façon provisoire deux bâtiments à disposition de l'ENVR SIC. Un chef de projet issu des forces armées françaises a été affecté en août 2023 pour mettre sur pied cette école et pour réaliser un premier stage préparatoire de cinq jours en mai 2024, afin de remettre à niveau les futurs stagiaires dans le domaine informatique et leur rappeler les règles élémentaires en matière de cybersécurité.

Formations de l'ENVR SIC

Afin de répondre en priorité aux besoins des forces armées de Côte d'Ivoire (FACI), l'ENVR SIC devrait accueillir à compter de septembre 2024 uniquement des officiers stagiaires ivoiriens. Cette règle continuera à s'appliquer en 2025, avant que les stages ne s'ouvrent aux autres pays qui pourraient être intéressés par les formations proposées.

L'ambition de l'ENVR SIC est de pouvoir réaliser au minimum en 2025 :
- un stage « cours des futurs commandants d'unité SIC » par an (durée environ 3 mois);
- un stage « module SIC du diplôme d'état-major » (DEM) par trimestre (durée environ 3 semaines);
- un stage « officier supérieur SIC » par semestre (durée environ 3 semaines).

L'équipe de projet est aujourd'hui constituée du chef de projet français et d'un officier supérieur des FACI, dont le rôle est de faciliter l'action de ce dernier auprès des forces armées ivoiriennes.

18 L'école d'État-major de Libreville (EEML) – Gabon

Histoire de l'EEML

Fruit de la coopération militaire entre le Gabon et la France, l'École d'état-major de Libreville (EEML) est créée par décret en 2002 et accueille sa première promotion dès 2001. Une convention entre les 2 pays définit ses conditions de fonctionnement.

Si la première promotion est composée de 19 élèves, le succès de l'école permet progressivement l'élargissement de la durée de scolarité et l'augmentation des effectifs de stagiaires. En 2013, la scolarité dure 39 semaines et accueille 60 élèves par promotion. En 2014, l'EEML prend la décision de doubler sa capacité de formation et met en place 2 stages par an. Chaque année, 120 stagiaires originaires de l'ensemble du continent africain sont ainsi formés à l'EEML. À compter de la rentrée 2023, afin d'approfondir les thèmes et domaines étudiés et favoriser l'acquisition de nouvelles compétences, la durée de la scolarité est prolongée durant 9 mois.

Au fur et à mesure de la montée en puissance de l'école, le partenaire gabonais prend en charge de manière autonome son encadrement. La participation française se concentre désormais sur une mission d'accompagnement pédagogique et organisationnel, de conseil et de soutien financier aux stagiaires.

Gouvernance de l'EEML

L'EEML est placée sous la tutelle du ministère gabonais de la Défense nationale. L'école est commandée par un officier général des forces armées gabonaises. Celui-ci dépend directement du secrétariat général. Il dispose d'un pôle de commandement, d'une direction de soutien technique et d'une direction de soutien logistique.

Sous l'autorité du commandant de l'école, un officier supérieur français est à la tête de la direction des études et de la formation. Au sein de l'école, un second officier supérieur français est conseiller de la scolarité et chargé de

l'administration et de la coordination. Un troisième expert français, sous-officier, complète le dispositif de soutien en matière administrative et comptable. La conduite des promotions est organisée et dispensée par la partie gabonaise, avec l'appui de la France pour la mise en œuvre.

Un comité de pilotage sous la présidence du secrétaire général du ministère de la Défense et de l'attaché de défense de l'ambassade de France à Libreville se tient tous les ans et réunit les acteurs gabonais ainsi que les experts français. Une revue de programme interne à l'école complète ce comité de pilotage.

Missions de l'EEML

L'école délivre un enseignement militaire supérieur de premier degré. L'EEML forme 60 stagiaires par an, regroupés dans une promotion, lors d'une formation de 9 mois. Sélectionnée sur concours, cette élite des armées africaines suit un enseignement exigeant pour obtenir le diplôme d'état-major (DEM) et servir ensuite en poste de commandement dans un cadre national ou multinational.

Les stagiaires apprennent les méthodes de planification et de conduite des opérations afin d'être aptes à servir en tant qu'officier traitant en État-major tactique de niveau brigade interarmes, nationale ou internationale. Un effort particulier est porté sur les opérations de maintien de la paix et le droit humanitaire, avec un tiers de la formation consacré à un module pour les officiers d'état-major des Nations Unies.

Les officiers stagiaires sont également formés en tant que rédacteurs d'État-major organique, afin de répondre aux besoins des états-majors nationaux ou internationaux dans le cadre du service courant. Le stage est validé par l'obtention du diplôme d'état-major (DEM). Une convention avec l'université d'Omar Bongo permet aux stagiaires d'obtenir un diplôme de master "défense, sécurité et gestion des confluts en Afrique".

L'EEML est l'école d'État-major de référence sur le continent africain et jouit d'une excellente légitimité sur le plan national et régional. Elle est ainsi souvent contactée pour soutenir la création d'écoles d'État-major en Afrique et délivre à la demande des formations de formateurs.

Partenariats de l'EEML

Le Comité international de la Croix-Rouge est partenaire de l'EEML. L'école fait également partie du réseau d'expertise et de formation francophone pour les opérations de paix (REFFOP) depuis 2013.

La scolarité dispensée s'appuie sur l'enseignement de l'école d'État-major de Saumur en France.

Chiffres-clefs

Près de **1400** **stagiaires** formés depuis **2002**

1 **promotion** par an de **60** officiers

3 **experts** **français** insérés

Pour suivre l'actualité de l'EEML
http://eeml.defense-nationale.gouv.ga
Twitter : @EEM_Libreville

19 L'école supérieure internationale de guerre de Yaoundé (ESIG) – Cameroun

Histoire de l'ESIG

En 2005 est créé le cours supérieur interarmées de Défense (CSID) par décret présidentiel, qui devient l'école supérieure internationale de guerre (ESIG) en 2013. La même année, l'ESIG est érigée en centre d'excellence par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). L'école signe dès 2008 une convention de partenariat actif avec l'École de Guerre de Paris.

L'ESIG forme des officiers supérieurs à l'exercice des plus hauts commandements militaires sur les théâtres d'opérations. Sa vocation internationale lui a permis d'acquérir une expérience reconnue en matière d'interopérabilité. Les officiers brevetés de l'ESIG forment la colonne vertébrale des états-majors de la Force multinationale mixte (FMM), des centres opérationnels nationaux africains et de l'encadrement des écoles de guerre de Kinshasa (RDC), Zambakro (Côte d'Ivoire) et Nouakchott (Mauritanie).

L'école jouit aujourd'hui d'une renommée internationale en raison de son ouverture à de nombreux pays et de l'adaptation de la formation aux défis sécuritaires du continent africain.

Gouvernance de l'ESIG

Etablissement public rattaché au ministère de la Défense, l'école est soumise à un comité de pilotage annuel présidé par le Chef d'État-major camerounais. L'attaché de défense ainsi que les experts français servant à l'ESIG y participent ainsi que les autorités militaires camerounaises dont le général commandant les écoles et centres d'instruction interarmées, le commandant de l'ESIG et d'autres cadres de l'école. Un comité mixte de perfectionnement entre l'ESIG et l'École de Guerre de Paris permet de préciser les conditions du partenariat entre les deux écoles et d'évoquer les thèmes de l'ingénierie de formation ainsi que les programmes d'instruction.

Missions de l'ESIG

Pour former les officiers supérieurs des états-majors africains, les enseignements de l'ESIG couvrent quatre domaines : la vision prospective sur le monde et l'Afrique, la stratégie et l'art de la guerre, les actions interministérielles et de sécurité et la gestion, le commandement et l'anticipation. L'objectif pour les stagiaires est d'appréhender les évolutions du contexte continental par la consolidation de leurs aptitudes individuelles et par la réflexion commune.

L'enseignement est en effet centré sur le cadre d'emploi le plus probable pouvant être confié à des officiers lors d'une opération. Les stagiaires conduisent une véritable réflexion sur les capacités des forces de sécurité et de défense africaines. Dans un environnement privilégiant la mise en situation, l'assimilation de l'enseignement est facilitée par l'omniprésence de l'encadrement, les échanges avec les camarades étrangers et la progressivité de cinq exercices de planification. Un retour d'expérience annuel permet chaque année aux stagiaires et aux cadres de l'école d'adapter la programmation des stages en fonction des priorités stratégiques.

Étape sommitale de la formation militaire au Cameroun, l'ESIG propose une scolarité exigeante attribuant le brevet d'enseignement militaire supérieur du second degré (BEMS2).

Partenariats de l'ESIG

L'attractivité du diplôme de l'ESIG réside dans son équivalence reconnue avec celui de l'École de Guerre de Paris à laquelle l'école est liée par partenariat.

Une convention avec l'université de Yaoundé permet également aux stagiaires disposant des prérequis académiques d'obtenir un diplôme de master 2.

Devenue centre d'excellence de la CEEAC en 2013, l'ESIG contribue à l'architecture régionale de sécurité et de gestion des crises, en formant ponctuellement des décideurs militaires et civils de la sous-région.

Première École de Guerre francophone de l'Afrique subsaharienne, l'ESIG fêtera ses 20 ans avec la 20ème promotion lors du cycle 2024-25. L'ESIG fut également la première École de Guerre africaine à enseigner la méthode globale de planification opérationnelle (MGPO). Elle dispose de cadres qui se sont appropriés cette méthode

Chiffres-clefs

19 cadres d'administration et de formation dont **2 experts militaires français** insérés

62 stagiaires par an

25 pays représentés par an

1 stagiaire français par an suit la formation à l'ESIG depuis 2009

Pour suivre l'actualité de l'ESIG
Twitter : @ESIG_Yaounde

20 L'école de guerre Kinshasa (EGK) - République démocratique du Congo

Histoire et mission de l'EGK

Créée le 5 janvier 2021, l'EGK est aujourd'hui une école de guerre interarmées et internationale qui assure un enseignement militaire supérieur de niveau 3.

Ecole d'un pays pivot d'Afrique centrale et membre des organisations régionales d'Afrique de l'Est et australe, l'EGK a vocation à terme à s'ouvrir aux pays de la *Southern African Development Community* et de l'*East African Community*, permettant un rayonnement de la France au-delà de l'Afrique centrale. Trois promotions ont déjà été formées, la quatrième est en cours depuis septembre 2023.

Mission de l'EGK

L'EGK a pour mission de préparer des officiers supérieurs à exercer des responsabilités d'État-major de niveau opératif, de commandement et de direction dans tout poste où s'élabore et s'exécute la politique de défense et de sécurité.

L'enseignement est orienté autour de 4 dominantes :

- planifier et conduire des opérations;
- donner la compréhension du monde;
- connaître les mécanismes de prise des décisions des institutions et des chaînes de commandement;
- développer les qualités personnelles nécessaires à l'exercice de ces responsabilités.

A l'issue de leur formation, ces officiers sont aptes à gérer une crise impliquant la participation des forces armées selon une approche globale. Ils seront également capables d'appréhender avec efficacité la préparation des forces, les réformes structurelles et les enjeux stratégiques nationaux et internationaux du domaine de la défense et de la sécurité.

La doctrine et la méthodologie française sont enseignées. La France appuie le projet en finançant des conférenciers de haut niveau et en affectant un coopérant militaire comme directeur adjoint des études.

L'EGK forme 25 stagiaires par an et a pour ambition d'augmenter cet effectif à 60 stagiaires.

Chiffres-clefs

1 coopérant français inséré

75 **stagiaires** formés depuis 2021

7 nationalités par promotion, principalement d'Afrique centrale

25 stagiaires par an

RÉP.DÉMOC. DU CONGO

21 L'école de commandement et d'État-major (ECEM) - République démocratique du Congo

Histoire et mission de l'ECEM

Créée le 15 octobre 1969 par décret présidentiel, l'école de commandement et d'état-major (ECEM) de Kinshasa a fonctionné avec la coopération belge jusqu'en 1991. À la suite des évènements qui ont marqué le Zaïre à cette époque, la coopération belge a quitté le pays. Ce n'est qu'en 2010 qu'un accord de partenariat est signé avec la France. Depuis cette date, un coopérant français est positionné dans cette école pour conseiller le commandement sur l'organisation et le fonctionnement de l'école. De 1969 à aujourd'hui, près de 2000 diplômés d'état-major répartis sur 34 promotions ont été formés.

Missions de l'ECEM

L'ECEM a pour mission de donner aux officiers les compétences tactiques et techniques nécessaires pour occuper un poste au sein d'un État-major ainsi qu'à exercer le commandement d'un bataillon, d'un régiment ou d'unités équivalentes dans un environnement national et multinational.

A l'issue du stage, l'officier diplômé d'État-major est capable de :

- tenir un poste d'officier traitant dans un État-major niveau 2 ou 3 dans un cadre national ou international;
- exercer le commandement d'échelon bataillon et régiment;
- comprendre le caractère global, national et international de la défense et de la sécurité;

L'école dispense une formation « à la française » en s'appuyant au mieux sur le programme dispensé à l'école d'État-major de Libreville (EEML). Elle travaille en étroite collaboration avec l'EEML qui accueille chaque année 2 à 3 officiers de l'ECEM pour un stage de remise à niveau, financé par la DCSD, essentiellement dans le domaine de la tactique.

Chiffres-clefs

1 coopérant français inséré

70 **stagiaires** formés par an

5 nationalités par promotion

2000 stagiaires formés depuis 1969

22

L'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) – Côte d'Ivoire

Histoire et mission de l'AILCT

La création de l'académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT) est annoncée conjointement par le Président de la République ivoirienne et le Président de la République française en 2017. L'année suivante, la première pierre est posée à Jacqueville, à trente-cinq kilomètres d'Abidjan, sur un site de mille deux cents hectares entre mer, forêt et lagune. En 2019, l'existence juridique de l'académie est consacrée lors de la signature d'un accord gouvernemental entre la Côte d'Ivoire et la France.

L'AILCT est inaugurée en 2021. Pleinement opérationnelle, l'académie reçoit des stagiaires et des formateurs du monde entier. En 2022, s'est tenue une première conférence internationale des soutiens et des donateurs à Paris, qui a permis la montée en puissance des activités de fonctionnement de l'académie et le lancement d'une seconde phase de travaux d'infrastructures. À partir de 2023, la gouvernance de l'AILCT devient internationale.

L'AILCT a pour objectif de devenir un centre de référence et d'expertise internationale de lutte contre le terrorisme, au cœur du continent africain. L'académie permet la création d'une culture commune de la lutte contre le terrorisme, dans le cadre d'une stratégie globale et interministérielle. L'AILCT défend une stratégie de réponse africaine aux enjeux de terrorisme, adaptée aux réalités du continent.

Gouvernance de l'AILCT

L'académie est sous tutelle du ministère de la Défense ivoirien. Elle est gouvernée par un conseil d'administration, composé des États ou organisations internationales qui contribuent financièrement aux activités de l'AILCT. Leur intégration doit être validée par un vote du conseil d'administration. Le directeur de l'académie est un général ivoirien. Ce dernier est appuyé par du personnel ivoirien pour la gestion , le soutien et l'organisation administrative de l'école.

La France affecte pour sa part plusieurs experts afin d'assurer la direction adjointe de l'académie, la direction des études et l'expertise dans les domaines de la lutte antiterroriste, de l'administration et des finances.

Formations de l'AILCT

L'académie construit son action de formation sur trois piliers. Le premier pilier est l'école interministérielle des cadres qui s'adresse aux responsables nationaux de la lutte contre le terrorisme. Le deuxième pilier accueille un centre d'entraînement pour les forces spéciales et les unités d'intervention spécialisées. Enfin, l'institut de recherche stratégique incarne le troisième pilier. Il rassemble des chercheurs et experts des questions de la lutte contre le terrorisme pour permettre une stratégie prospective d'anticipation et de compréhension des phénomènes économiques et sociaux du terrorisme.

L'AILCT est conçue pour dispenser des formations contribuant à structurer les capacités des États dans la lutte contre le terrorisme dans une approche interministérielle et pluridisciplinaire. À ce titre, parmi les stagiaires figurent des militaires, des policiers, des gendarmes, des magistrats, des hauts fonctionnaires, des agents des administrations pénitentiaires et des douaniers.

Partenariats de l'AILCT

Fruit d'un partenariat bilatéral, l'académie rassemble plusieurs ministères français

et ivoiriens qui allient leur expertise pour promouvoir une stratégie de lutte contre le terrorisme global. L'académie est pionnière en ce qu'elle intègre l'ensemble des ministères qui participent à la lutte contre le terrorisme : la Défense, l'Intérieur, la Justice, les Finances et les Affaires étrangères.

Depuis 2022, l'académie s'ouvre aux contributeurs internationaux qui participent à son développement par leurs contributions financières, humaines et capacitaires. A cet égard, l'Union européenne est le plus gros contributeur de l'académie. La Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, l'Australie, la Suisse, l'Espagne, le Canada, l'Allemagne, les États-Unis, les Emirats Arabes Unis, et l'Italie apportent également leur soutien à l'AILCT.

Le 11 mai 2023, l'AILCT a réunit pour la première fois son conseil d'administration. Il est composé aujourd'hui de 16 États et organisations régionales, dont l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en qualité de membre permanent.

Chiffres-clefs

Près de **1500 stagiaires** formés depuis 2019 issus de **26 pays** africains

Une **structure** qui repose sur **3 piliers** de fonctionnement

6 experts français insérés

23 L'académie internationale de lutte contre la criminalité environnementale (AILCE) - Congo

Histoire et mission de l'AILCE

La visite du Président de la République française, le 3 mars 2023, a donné lieu à un échange au plus haut niveau de l'État au sujet de la préservation de la planète et du besoin de sécurité que cela impose. Le Président Emmanuel Macron a proposé l'installation à Brazzaville d'un centre de formation, à vocation régionale, dédié à la lutte contre la criminalité environnementale. Cette proposition a été acceptée par le président Denis Sassou N'guesso.

La République du Congo a formulé des engagements en matière de préservation du patrimoine naturel mondial. La France s'est dite prête à les appuyer. Dès lors, la création d'une école nationale à vocation régionale (ENVR) de lutte contre la délinquance et la criminalité environnementales constitue une formidable occasion de renforcer les capacités africaines en matière environnementale. Une telle dynamique doit permettre, à long terme, le renforcement de la sécurité intérieure et le développement durable.

Pour concrétiser l'engagement de la partie française à soutenir ce projet, un préfigurateur a été mis à poste à Brazzaville dès le début du mois de janvier 2024. Des moyens permettant de débuter l'appui à la montée en puissance de cette structure ont été mis à sa disposition.

Gouvernance de l'AILCE

Conformément au principe fondamental de co-construction d'un projet de coopération, un groupe de travail conjoint définira l'architecture de ce nouveau centre de formation, dont la dénomination reste à consolider.

Formation de l'AILCE

En première approche, étant donnée la nature interministérielle de la lutte contre la criminalité environnementale, l'AILCE aurait pour objectif général la formation des cadres impliqués dans tous les domaines liés à la lutte contre les atteintes à

l'environnement (forces de sécurité intérieure, forces de défense, magistrats, etc).

Elle pourrait s'organiser en piliers de formation en fonction des options retenues, avec par exemple, un pilier dédié à la prévention, un autre à la répression, tout en accueillant un centre de recherche favorisant les réflexions autour de la doctrine et des stratégies possibles pour lutter plus efficacement contre cette menace évolutive.

24 L'école nationale de cybersécurité à vocation régionale de Dakar (ENC-VR)– Sénégal

Histoire et mission de l'école

Le projet d'école de cybersécurité est annoncé en 2018 par les Ministres des affaires étrangères français et sénégalais lors de la quatrième édition du Forum International sur la Paix et la Sécurité en Afrique, qui s'était tenue à Dakar, les 13 et 14 novembre 2017. Ce forum international dédié aux nouveaux enjeux stratégiques du continent autour du thème « Défis sécuritaires actuels en Afrique : pour des solutions intégrées » a été le catalyseur d'un partenariat innovant et dynamique conclu entre le Sénégal et la France visant à l'ouverture au Sénégal, d'une Ecole nationale de Cybersécurité à vocation régionale (ENC-VR).

Le chantier est immédiat et l'école, dotée dès 2020 d'un plateau technique de dernière génération, est pleinement fonctionnelle à partir de 2021.

Ce partenariat franco-sénégalais vient renforcer l'action du Sénégal dans le secteur numérique et ancrer ainsi le pays comme pôle d'excellence régional. L'école bénéficie d'une renommée croissante dans la région et fait l'objet de nombreuses sollicitations de pays africains, d'entreprises privées du secteur numérique et des télécommunications et d'organisations régionales comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Gouvernance de l'école

Ce projet est placé sous la tutelle administrative du Président de la République et la tutelle financière du Ministre chargé des finances. Il fait l'objet d'un comité de pilotage bilatéral annuel. Le directeur général de l'école, expert du domaine cyber, est sénégalais et dirige le personnel responsable de la gestion et de l'organisation administrative de l'école. Il est également chargé de coordonner les missions des deux experts français mis à sa disposition pour emploi. Le premier en qualité de directeur des études français gère l'équipe pédagogique de l'école, assure le suivi du projet et de la programmation annuelle et la gestion des finances

allouées par la France, le second en qualité de conseiller, assure les formations en matière de lutte contre la cybercriminalité.

Formations de l'école

L'ENC-VR délivre des formations professionnelles aux Forces de Sécurité et de Défense (armée, police, gendarmerie, douanes, services de renseignement) aux magistrats, ingénieurs, techniciens, responsables de sécurité des systèmes d'information des divers ministères régaliens de l'État et de la sous-région, conformément à sa vocation interministérielle et régionale.

L'école a pour ambition de renforcer les capacités des États africains, d'une part, à lutter contre la délinquance, le terrorisme ou la radicalisation et à développer des moyens d'investigation numérique contre les cybercriminels. D'autre part, elle vise également à renforcer la coopération régionale des États africains dans ce domaine, à renforcer leur résilience face à la menace protéiforme contre la sécurité cyber, grâce à l'harmonisation de l'expertise et des pratiques.

Conformément aux termes de l'accord fondateur, un tiers des auditeurs accueillis à l'ENC-VR est sénégalais, les deux autres tiers sont originaires de l'ensemble du continent africain.

L'école s'appuie sur un plateau technique qui comprend une salle renseignement numérique et une salle de simulation, un centre d'entraînement cyber, un laboratoire forensique et un centre de documentation en ingénierie.

Quatre enseignements thématiques y sont dispensés, couvrant l'ensemble de la dimension stratégique et opérationnelle de la cybersécurité. Les deux premiers portent sur la lutte contre la cybercriminalité comprenant les investigations numériques dans l'enquête judiciaire, l'extraction numérique, les premières interventions en cybercriminalité et sur le renseignement numérique. Ils sont réservés aux personnels issus des Forces de sécurité intérieure. Le troisième pilier de formation forme respectivement les ingénieurs et techniciens informatiques à la sécurité informatique, chacun sur deux niveaux distincts, ainsi qu'aux spécialisations suivantes : responsables de la sécurité des systèmes d'information (RSSI), analystes « SOC » (*Security Operations Center*).

Le quatrième enseignement porte sur la gouvernance du "*cyberespace* " et s'adresse aux décideurs et cadres dirigeants en vue de renforcer leur compréhension sur des questions liées aux enjeux, défis du cyberespace, la coopération en matière de cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité, la cyberdiplomatie et les politiques de sécurité des systèmes d'information.

Partenariats de l'ENC - VR

L'ENC-VR est toujours en quête de nouveaux partenariats, à la fois, institutionnels, académiques et privés qu'ils soient internationaux, régionaux ou nationaux. Elle bénéficie déjà de l'interactivité croissante entre ENVR (ISMI, CAOG) mais aussi d'autres partenaires internationaux comme l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, l'*Organised Crime : West African response to Cybersecurity and Fight against Cybercrime* sous l'égide d'Expertise France avec des fonds de l'Union européenne, ou encore d'Interpol.

Chiffres-clefs

plus de 600 auditeurs dans plus de 30 formations régionales dispensées chaque année

des stagiaires issus de **20** nationalités différentes

2 experts français insérés

MONTÉNÉGRO

25

Le centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) de Podgorica – Monténégro

Histoire et mission du C3BO

Implanté au Monténégro, le C3BO est créé en 2022 à l'initiative de la Slovénie et de la France. Les premières formations débutent en 2023.

Le centre défend une triple approche :

La première concerne la diffusion d'une cyberculture par l'éducation et la sensibilisation. Le C3BO forme des formateurs au profit des forces de police, des magistrats et des administrations, et favorise le développement de formations universitaires en matière de cybersécurité dans les universités régionales.

Le C3BO veut renforcer les capacités opérationnelles des services de sécurité dans leurs enquêtes, la conduite des poursuites, la prévention d'attaques cyber et la gestion des risques.

Enfin, le centre promeut la coopération régionale et internationale par l'organisation de forums annuels au profit des experts régionaux cyber, des directeurs d'administration de sécurité informatique, des agences de cybersécurité et de protection des données à caractère personnel. Le partage d'informations est une clef au niveau régional pour contribuer à un cyberespace plus sûr et plus stable dans la région des Balkans occidentaux.

Le C3BO témoigne de l'adaptation de la politique étrangère de la France en matière de sécurité et de défense aux nouveaux enjeux et défis géographiques contemporains.

Formations du C3BO

Les formations du C3BO doivent contribuer à la diffusion d'une cyberculture commune, au développement de l'expertise de praticiens en activité et à la création d'un réseau de coopération régionale pour les six pays des Balkans

occidentaux : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie.
Les formations du C3BO couvrent les domaines de la lutte contre la cybercriminalité, de la cybersécurité et de la cyberdiplomatie au bénéfice des institutions des six pays des Balkans occidentaux. Les publics cibles sont les forces de police, la magistrature, les décideurs et les opérateurs de la cybersécurité.

Partenariats du C3BO

Implanté au Monténégro, le C3BO est au service des 6 pays des Balkans occidentaux, ses premiers partenaires et bénéficiaires.

Dans le cadre de la diffusion d'une cyberculture commune, plusieurs partenariats universitaires sont en cours de développement avec notamment l'Institut balkanique pour la science et l'innovation de l'université de Nice Côte d'Azur ainsi que l'université de Maribor.

Le centre régional doit également contribuer au rapprochement des Balkans occidentaux avec l'Union européenne et ses États membres. Le renforcement des capacités en matière de cybersécurité des pays balkaniques s'inscrit enfin dans la perspective de leur intégration européenne. Les formations conduites au C3BO mettent en avant les standards, directives et règles de coopération européenne.

Chiffres-clefs

2022 création du C3BO

6 pays des Balkans occidentaux bénéficiaires

3 experts français insérés

Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD)
57, boulevard des Invalides 75007 PARIS
www.diplomatie.gouv.fr
contact.dgp-dcsd@diplomatie.gouv.fr
CoopSecuDefense
DCSD - Direction de la coopération de sécurité et de défense

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité

DCSD
Direction de la coopération de sécurité et de défense